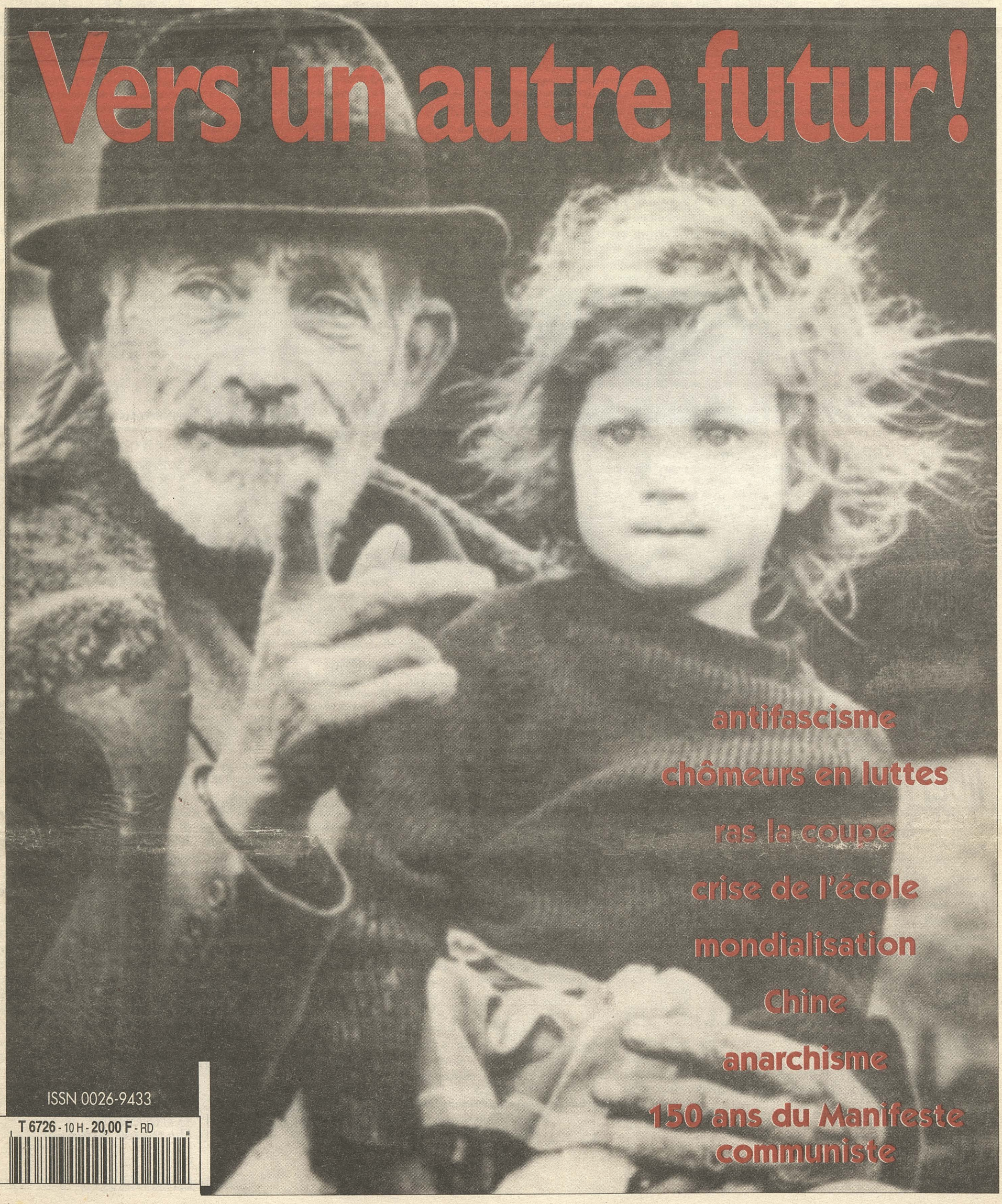
Hors série n° 10 • reparution hebdomadaire le 3 septembre

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

20 F

Vers un autre futur !



antifascisme

chômeurs en luttes

ras la coupe

crise de l'école

mondialisation

Chine

anarchisme

150 ans du Manifeste communiste

ISSN 0026-9433

T 6726 - 10 H - 20,00 F - RD

fédération anarchiste

Si vous voulez rejoindre la Fédération anarchiste pour participer à notre lutte, mais qu'aucun groupe n'existe à proximité de chez vous ou aucune adresse n'est disponible ci-dessous, adressez-vous alors aux Relations intérieures c/o librairie du *Monde Libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

AIN (01)
■ Liaison d'Ambérieu-en-Bugey c/o Michel Bellaton, 11, rue de la Flodière, 01640 Jujurieux.

AISNE (02)
■ Groupe Pierre-Kropotkine c/o Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux.
Permanences: deuxième et quatrième mardis du mois à 20 h 30.

ALLIER (03)
■ Liaison Moulins c/o Librairie du *Monde libertaire*.

HAUTES-ALPES (03)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

ALPES-MARITIMES (06)
■ Groupe de Nice c/o ADCL, B.P. 4171, 06303 Nice cedex 4.

ARDÈCHE (07)
■ Groupe d'Aubenas c/o Cercle social ardéchois, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

ARDENNES (08)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

ARIÈGE (09)
■ FA de l'Ariège c/o Alain Feliu, Centre «Les Marmottes», 09460 Artigues.
■ FA de l'Ariège c/o Joaquim Lopez, 09000 Celle.

AUBE (10)
■ Groupe de Troyes. c/o Librairie du *Monde libertaire*.

AVEYRON (12)
■ Liaison Sud-Aveyron c/o SAP, BP 2, Montlaur, 12400 Saint-Affrique.

BOUCHES-DU-RHÔNE (13)
■ Liaison Arles. c/o Librairie du *Monde libertaire*.

CALVADOS (14)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

CHARENTE (16)
■ Groupe d'Angoulême c/o Chantal Lavie, 16, rue Cité-Poudrière, 16000 Angoulême.

CHARENTE-MARITIME (17)
■ Groupe Michel-Bakounine c/o ADIL, BP 3, 17350 Port-d'Envaux.

CHER (18)
■ Groupe Georges-Brassens c/o Le cercle carré B.P. 6121, 18024 Bourges.

CORREZE (19)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

CORSE (20)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

CÔTE-D'OR (21)
■ Groupe de Dijon La Mistoufle c/o Les voix sans maître, 6, rue du Dr Chaussier, 21000 Dijon.
Permanences: les 2e et 4e mercredi du mois de 19 h à 22 heures.

COTES D'ARMOR (22)
■ Groupe libertaire du 6 juin. B.P. 38, 22301 Lannion.

CREUSE (23)
■ F.A. de la Creuse c/o Alayn Dropsy, Le Bourg, 23150 Saint-Yrieix-les-Bois.

DOUBS (25)
■ Groupe Pierre-Joseph-Proudhon c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex.

EURE (27)
■ Groupe d'Evreux c/o CEREL, BP 263, 27002 Evreux cedex.

EURE-ET-LOIRE (28)
■ Groupe libertaire de Chartres.
Permanence: le premier vendredi du mois, de 20 h 30 à 22 h, à l'Hôtel Maleyssie, 2, rue Chanzy, à Chartres.

FINISTÈRE (29)
■ Groupe Les Temps Nouveaux c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.
■ Liaison Morlaix. c/o librairie du *Monde libertaire*.

GARD (30)
■ Groupe FA du Gard c/o AGDIR, 45b, rue de la Table ronde, 30900 Nîmes.

HAUTE-GARONNE (31)
■ Groupe Albert-Camus c/o FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.
Permanences: mercredi et jeudi de 18 h à 20 heures.

GIRONDE (33)
■ Groupe Emma-Goldman c/o Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
Permanences: samedi, de 15 h à 17 h.
■ Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

HÉRAULT (34)
■ Groupe de « Un autre futur » c/o L'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier.
Permanence: vendredi à 20 h 30.
■ Groupe de « La Sociale » c/o L'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier.

ILLE-ET-VILAINE (35)
■ Groupe La Commune, MJC La Paillette, rue du pré de Bris, 35038 Rennes cedex.
Local anarchiste rennais 9, rue de Malakoff; tél.: 02 99 67 92 87.
Permanences: mercredi de 15 h à 18 heures; samedi de 15 h à 19 h.
Vente du ML:
• samedi matin sur le marché des Lices.
■ Groupe Sabaté, c/o ACL 9, rue Malakoff, 35000 Rennes.

INDRE ET LOIRE (37)
■ Groupe libertaire de Tours. c/o B.P. 0421, 37204 Tours cedex 3.
Permanences: chaque jeudi de 14 à 16 heures à la fac des Tanneurs et de 20 h 30 à 22 heures à Utopia, 32, rue Carnot.

ISÈRE (38)
■ Groupe Jules-Vallès de Grenoble c/o La faille, BP 2301, 38033 Grenoble cedex 2.
Table de presse: 1er mercredi du mois de 12 h 30 à 14 h, au restaurant universitaire Diderot, faculté de Lettres et Sciences humaines de Saint-Martin-d'Hères.
Participation à la publication bimensuelle du journal anarchiste grenoblois « La Faille ».
■ Liaison de Bourgoin-Jallieu c/o « Contre-Courants », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche.

LOIRE (42)
■ Groupe Nestor-Makhno c/o CNT-AIT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.
• publication de la feuille d'information mensuelle « Réseaux ouvriers », abonnement pour un an (10 n°) 50 F à l'adresse ci-dessus.
■ Groupe Asturies, 2, rue Paillon, 42000 Saint-Etienne.
Permanence: vendredi de 15 à 20h; samedi de 13 h 30 à 19 heures; dimanche de 10 à 13 heures.
Vente ML: le samedi à partir de 10 h devant la bibliothèque municipale.
✍ : c/o E.L.S., B.P. 297. 42016 Saint-Etienne cedex 1

LOIR-ET-CHER (41)
■ Groupe Val de Loire c/o BP 1, 41190 Molineuf.

LOIRE-ATLANTIQUE (44)
■ Groupe Milly-Witkop c/o « Le Local », 16, rue Sanlecque, quartier de la Chaussée de la Madeleine, 44000 Nantes.
Permanences: mardi et vendredi, à partir de 19 h 30.

LOIRET (45)
■ Groupe. c/o librairie du *Monde libertaire*.

LOZERE (48)
■ Liaison. c/o Librairie du *Monde libertaire*.

MAINE-ET-LOIRE (49)
■ Groupe Malatesta, c/o L'Etincelle, 26, rue Maillé, 49000 Angers.

MANCHE (50)
■ Groupe de Cherbourg c/o GREL, BP 12, 50130 Octeville cedex.

HAUTE-MARNE (52)
■ Liaison. c/o Librairie du *Monde libertaire*.

MEURTHE-ET-MOSELLE (54)
■ Groupe Jean-Roger-Caussimon, F.A. Nancy, c/o CRES, B.P. 113, 54510 Tomblaine.
Vente ML: dimanche matin sur le marché de Vandœuvre.
■ Groupe de Metz c/o CRES, B.P. 113, 54510 Tomblaine.

MORBIHAN (56)
■ Groupe libertaire Francisco-Ferrer, cité Allende, boîte n° 19, 12, rue Colbert, 56100 Lorient.
■ Groupe René-Lochu de Vannes c/o groupe Francisco-Ferrer.

MOSELLE (57)
c/o librairie du *Monde libertaire*.

NORD (59)
■ Groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.
Table de presse: mercredi, 11 h 30 - 14 h 30, hall de l'université Lille III (Pont-de-Bois, Villeneuve-d'Ascq).
Ventes ML:
• vendredi, entre 17 h 45 et 19 h, devant la gare de Lille-Flandres;
• dimanche, de 10 h à 13 h, sur le marché de Wazemmes (devant « la Cigale »).
Emission de radio: « La Voix sans Maître », tous les vendredis, de 20 h à 21 heures, sur Radio Campus (106.6).
■ Groupe May Picqueray, c/o ALDIR, B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœul.
Ventes ML:
• dimanche sur le marché du quartier de l'Epeule entre 10 h30 et 11 h 30 à Roubaix;
• mardi devant la cafétéria du CROUS de Lille III entre 10 h 30 et 11 h 30.

PAS-DE-CALAIS (62)
■ Groupe Cercle noir, 21, rue du Renard, 62200 Boulogne.

PUY-DE-DOME (63)
■ Groupe Spartacus c/o CNT, 9, rue abbé Bannier, 63000 Clermont-Ferrand.
• publication de la feuille des réseaux « Spartacus ».

PYRÉNÉES-ORIENTALES (66)
■ Groupe Puig-Antich c/o CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.
Permanence: samedi, de 15 h à 19 h, à la librairie Infos, 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.
Publie *Infos et analyses libertaires* (revue de l'Union régionale du Sud-Ouest).
Archives: librairie Infos (pour étudiants et universitaires).

BAS-RHIN (67)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

RHÔNE (69)
■ Union locale de groupes de Lyon et banlieue: groupes Dejacque, Durruti et Kronstadt c/o librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.
Permanences: du mercredi au samedi, de 15 h à 19 h. Bibliothèque de prêt ouverte durant les permanences.
Soirée du « Café libertaire », chaque jeudi, à La Plume Noire à partir de 21 h.
Emission de radio: « Idées Noires », mercredi, de 21 h à 22 h, sur Radio Canut (102.2).
Publication de deux feuilles mensuelles:
• « L'égalité économique et sociale », feuille de réseaux travailleurs, chômeurs, précaires éditée par le groupe Kronstadt et Déjacque. Abonnement 50 F (10 n°) à commander à la Plume Noire.
• « Idées noires », feuille de réseaux étudiants-lycéens éditée par le groupe Durruti.
Ventes ML:
• samedi de 11 h à midi sur le marché de la Croix Rousse;
• mercredi de 12 h à 13 h 30 lors de la table de presse à l'université de Lyon II-Bron, face au restaurant universitaire.

SAONE (70)
■ Liaison Vesoul. c/o librairie du *Monde libertaire*.

SAONE-ET-LOIRE (71)
■ Liaison Sud-Bourgogne. c/o librairie du *Monde libertaire*.

SARTHE (72)
■ Groupe du Mans c/o FA, 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans.
Permanence: deuxième samedi du mois, de 14 h à 15 heures, Maison des Associations, 4, rue d'Arcole, salle 23, 3e étage.
■ Liaison « Le Loir » (sud Sarthe) c/o librairie du *Monde Libertaire*.

SAVOIE (73)
■ Liaison Maurienne c/o librairie du *Monde Libertaire*.

PARIS (75)
Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08; Fax: 01 49 29 98 59.
La librairie est ouverte du lundi au vendredi, de 14 h à 19 h 30 et samedi de 10 h à 19 h 30.
■ Groupe Berneri c/o librairie du *Monde libertaire*.
Permanence: mercredi, de 19 h à 20 h, au bar « Le Métro », sortie du métro Abbesses, 75018 Paris.
Emission sur Radio Libertaire (89.4): « Ras-les-Murs » (émission sur la prison), mercredi, de 20 h 30 à 22 h 30.
■ Groupe Paris-Sud (11e, 12e et 13e arrondissements) c/o librairie du *Monde libertaire*.
■ Groupe Malatesta c/o librairie du *Monde libertaire*.
■ Groupe Maurice-Joyeux c/o librairie du *Monde libertaire*.
Emissions de radio: « A rebrousse-poil », le lundi de 18 h à 19 h 30; « La mémoire sociale » le lundi de 19 h 30 à 21 heures; « Petites annonces d'entraide » le mardi de 14 h 30 à 16 h; « L'idée anarchiste » le mardi de 16 h à 18 h.
Edition de brochures...
■ Groupe Février c/o librairie du *Monde libertaire*.
Emission de radio: « Femmes Libres », mercredi, de 18 h 30 à 20 h 30. Rediffusion le mardi suivant, entre 9 h et 11 h.
■ Groupe La Vache Folle c/o librairie du *Monde libertaire*.
Emissions musicales sur RL: « Trafic », mercredi, de 22 h 30 à minuit; « Epsilonia », jeudi, de 22 h 30 à 7 h.
Emission d'actualité: « Chronique Hebdo », jeudi, de 10 h à midi.
Edition: histoire-philosophie (Les Cahiers de La Vache folle); poésie (Les Cahiers poétiques de La Vache folle); édition musicale: Visa (musiques indépendantes).
■ Groupe La Villette c/o librairie du *Monde libertaire*.
Vente ML: vendredi, de 18 h à 19 h, au métro Jaurès.
Permanence le dernier jeudi du mois à l'Usine, 102 bd de la Villette, 75019.
■ Groupe Louise-Michel c/o « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.
Permanences: samedi, de 15 h à 17 h, au local « La Rue », avec tenue d'une bibliothèque.
Ventes ML:
• vendredi: Fac de Nanterre, Hall B de 11 h 30 à 12 h 30; Forum des Halles-porte Lescot de 17 h 30 à 18 h 30;
• samedi sur le marché du bas de Suresnes de 10 h à 12 heures;
• dimanche de 10 h 30 à 12 heures sur le marché de la rue du Poteau; de 9 h 30 à 11 h 30 sur le marché des hauts de Suresnes.
■ Groupe Pierre-Besnard c/o librairie du *Monde libertaire*.
Vente ML: dimanche, de 10 h 30 à 12 h 30, sur le marché de la place des Fêtes.
Emission sur RL: « Chroniques syndicales », samedi, de 11 h 30 à 13 h 30.

SEINE-MARITIME (76)
■ Groupe Clément-Duval c/o APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.
Vente du ML: samedi, de 10 h 30 à 12 h, sur le marché de la place Nationale.
■ Groupe de Rouen c/o CES, BP 4202, 76723 Rouen cedex.
Ventes ML:
• mercredi, de 11 h 30 à 13 h 30, à la faculté des Lettres de Mont-Saint-Aignan (en période universitaire);
• samedi, de 11 h à 12 h, sur le marché d'Elbeuf;
• dimanche, de 11 h à 12 h, sur le marché du Clos Saint-Marc, à Rouen.

SEINE-ET-MARNE (77)
■ Groupe Sacco-et-Vanzetti c/o GRELE, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

YVELINES (78)
■ Groupe de Versailles c/o librairie du *Monde Libertaire*.

SOMME (80)
■ c/o librairie du *Monde Libertaire*.

VAR (83)
■ Groupe Nada c/o Collectif libertaire « La Commune », 2, rue F. de Pressensé, 83000 Toulon.

VAUCLUSE (84)
■ c/o librairie du *Monde Libertaire*.

VIENNE (85)
■ Groupe Alexandre-Berkman c/o FA/CARES, Impasse des Communaux, 86000 Poitiers.
Permanence: mercredi, de 17 h à 20 heures, au CARES, impasse des Communaux (librairie et bibliothèque).
■ Liaison Sud-Vienne c/o FA/CARES, Impasse des Communaux, 86000 Poitiers.

YONNE (89)
■ c/o librairie du *Monde Libertaire*.

ESSONNE (91)
■ Groupe Francisco-Ferrer d'Evry c/o librairie du *Monde Libertaire*.

SEINE-SAINT-DENIS (93)
■ Groupe Henry-Poulaille de Saint-Denis c/o librairie du *Monde Libertaire*.
Vente ML: dimanche, de 10 h 30 à 12 h, rue de la République, à St-Denis.

VAL-DE-MARNE (94)
■ Groupe Etoile Noire du Val-de-Marne c/o librairie du *Monde libertaire*.
Vente du ML: dimanche, de 10 h à 12 h, sur le marché près du métro Maison-Blanche.
■ Groupe Elisée-Reclus d'Ivry c/o les amis de Louise Michel. B.P. 55. 94202 Ivry-sur-Seine.

VAL-D'OISE (95)
■ Groupe Ni Dieu ni maître et groupe de Cergy-Pontoise c/o librairie du *Monde libertaire*.

LA REUNION (97)
■ c/o librairie du *Monde libertaire*.

le monde libertaire
Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Le Monde libertaire attaqué en Justice

Pour la troisieme fois en moins de deux ans, notre hebdomadaire est traîné devant les tribunaux. Après Le Pen, après J-L Debré, ministre de l'Intérieur, c'est au tour de Michel Pajon, député-maire socialiste de Noisy-le-Grand.

L'affaire est simple: un groupe anarchiste – le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. – est membre du collectif noiséen de vigilance antifasciste, lequel s'est entre autres donné pour tache de dire tout le mal qu'il pense de la construction d'une église intégriste sur la commune de Noisy-le-Grand. Il s'agit à n'en pas douter ni plus ni moins que d'un local politique d'obédience fasciste. Ce n'est pas un maire Frontiste qui a accordé le permis de construire de cette chapelle mais c'est le socialiste Pajon.

Le Monde libertaire, quant à lui, s'est fait l'écho de cette intéressante zizanie qui se déroulait dans la banlieue est de Paris. À plusieurs reprises des articles ont paru qui relataient l'ambiance dans la municipalité et les activités du collectif.

Ainsi, le Monde libertaire n° 1099 (semaine du 6-12 nov. 1997) publiait un article intitulé « Petite histoire d'un combat contre les intégristes » qui affirmait: « la première apparition publique des signataires [du collectif] sera de recouvrir les inscriptions racistes qui souillent la ville et que le maire refuse de faire nettoyer par ses services ».

Et c'est cela qui engendra la fureur de Pajon. Il n'était en revanche pas dérangé par le fait qu'on ait pu écrire qu'il accordait un permis de construire à une église intégriste, secte fasciste, tout en en refuse un à la secte des Témoins de Jehova. Pas plus que l'on fasse état de la censure qu'il exerçait dans le bulletin municipal…

Manifestation devant la mairie de Noisy-le-Grand le 28 juin

Mobilisons-nous !

Le 29 janvier 1998 au cours du conseil municipal, Pajon faisait voter la poursuite en justice du *Monde libertaire* pour diffamation. Au moment du vote seul l'élu Initiative républicaine votera contre, le P.C., le M.D.C. et deux des Verts voteront pour. Du coté de l'opposition le RPR votera contre et le FN s'abstiendra. La manœuvre était intéressante pour Pajon puisqu'il contraignait des membres de sa majorité – cette fameuse gauche plurielle – à voter oui, au nom de la discipline électorale, alors que ceux-ci sont aussi membres du collectif… S'y serait-il pris autrement s'il avait voulu faire exploser le collectif ?

Quoiqu'il en soit, le Collectif à rédigé une lettre dénonçant la poursuite en Justice du *Monde libertaire*. Ce n'est pas le maire qui a répondu mais la section locale du P.S., écrivant qu'elle est « autant attachée au pluralisme politique et à la liberté de la presse » que le collectif.

La preuve: dans le bulletin municipal du mois d'avril, Pajon a censuré la tribune réservée au RPR parait-il diffamatoire mais laisse la place libre au F.N., lequel en profite pour parler, par exemple, de « bandes ethniques qui sèment la terreur dans notre ville ».

Voilà donc à qui nous avons affaire !

Pajon réclame donc une somme de 100 000 F à titre de dommages-intérêts, ainsi que 30 000 F au titre de l'article 475-1 du Code de procédure pénale.

La Fédération anarchiste – au cours de son congrès annuel – décide de réagir en publiant le 1er juin un communiqué de presse et en appelant ses militants de l'est parisien à venir manifester pour la liberté d'expression sur le marché de Noisy-le-Grand le dimanche 28 juin.

Il furent d'ailleurs nombreux à se rassembler ce matin là, faisant savoir aux Noiséens qui faisaient leur marché combien le maire de la ville avait une conception très sélective de la liberté d'expression. Il semblerait que Pajon en aurait été incommodé…

Il a en tous cas fait savoir qu'il comptait poursuivre la procédure jusqu'à son terme. Cependant, un membre du collectif a déjà fait un témoignage écrit et est prêt à venir à la barre confirmer la véracité de la phrase incriminée.

Pour la liberté d'expression et afin de soutenir *Le Monde libertaire* dans cette épreuve, notez d'ores et déjà que l'audience se tiendra le 19 octobre 1998 à la 17e chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Paris.

Lorenzo

EDITORIAL

«Voilà l'été, voilà l'été… » comme le dit la chanson et il est temps pour le *Monde libertaire* de s'absenter durant deux petits mois avant de vous retrouver, sous sa formule hebdomadaire, dès le jeudi 3 septembre.

Depuis déjà quelques années, nous savons que l'été n'est plus la période « de trêve sociale » qu'on voudrait nous faire croire, les gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, ont pris l'habitude d'élaborer, durant cette période, les mauvais coups qu'ils nous réservent pour la rentrée. Ce n'est pas ce gouvernement de gauche plurielle que nous voyons à l'œuvre depuis maintenant un an qui va déroger à la règle. L'urgence de la solidarité avec les sans-papiers sera certainement toujours d'actualité en septembre où l'on risque malheureusement de compter le nombre d'expulsés dans l'indifférence du mois d'août. Il est fort à parier que dès la fête du ballon rond finie, les expulsions risquent de s'intensifier. Espérons que les collectifs anti-expulsions sauront rester vigilants. Le mois de septembre risque aussi de voir la consolidation de l'ordre moral ambiant avec le projet du gouvernement en ce qui concerne la natalité et la famille. Il est fort à parier que les droits des femmes, déjà bien mis à mal, se retrouvent un peu plus confinés dans les foyers et que les revendications homosexuelles soient réduites à une peau de chagrin. L'égalité, des sexes comme des choix sexuels, et plus généralement l'égalité économique et sociale ne semble pas être dans les préoccupations des gens de pouvoir, trop occupés à servir une classe de nantis et ses intérêts.

Quand au mythe des vacances pour tous, il berne de moins en moins le quidam. Misère sociale et restrictions économiques obligent, nous sommes de plus en plus nombreux à ne pas changer de quotidien durant l'été ou à seulement « bricoler » une ou deux petites semaines par-ci, par-là. Quoi qu'en dise les grands médias, qui s'aseptisent encore un peu plus durant cette période, tout ne brille pas sous le soleil, si ce n'est nos colères et révoltes qui pourraient bien finir un jour par renverser ce vieux monde transpirant le désespoir, l'ennui, la misère et l'exploitation.

Vers un autre futur… et s'y on se mettait sérieusement ?

Répression dans le secteur social

Nous revenons sur l'affaire Montjoie car aujourd'hui, après le rejet du pourvoi en cassation formé par les six prévenus, est questionnée la place laissée dans notre société aux professionnels du secteur médico-psycho-social.

En décembre 1992, un jeune majeur de 18 ans abuse sexuellement d'un enfant de 7 ans placé dans la même famille d'accueil. Les jeunes, sur intervention de l'éducateur, sont immédiatement séparés. La justice ne sera informée que douze jours plus tard alors que l'éducateur a prévenu les membres de l'équipe (psychiatre, psychologue, assistante sociale notamment) et le directeur par intérim de l'association Montjoie, association de suivi éducatif et de placement familial au Mans. En fait, l'institution venait de vivre un conflit avec grève de la faim et mouvement de grève conséquent qui avait abouti au remerciement du directeur en place, à l'éclatement du conseil d'administration, et à l'affaiblissement du directeur général.

D'un événement grave, mais dont les conséquences pour chacun des deux jeunes avaient été travaillées par l'équipe de manière éducative avant que soit saisie la justice, il en a été fait l'outil d'une vengeance institutionnelle. En effet, l'éducateur qui suivait ces jeunes était celui qui avait fait la grève de la faim et qui anima l'action gréviste: il s'agit d'un de nos compagnons de la Fédération anarchiste, militant actif alors dans la région sarthoise. Le comité de soutien des six inculpés dans cette affaire rappelle que « le parquet du Mans, en convergence avec des personnalités politiques départementales et des membres de l'association Montjoie, s'est précipité pour traiter l'affaire avec les extravagances que l'on sait » (garde à vue, incarcération, mise au secret des professionnels).

Si le tribunal correctionnel décidera la relaxe pour tous les inculpés en prenant en compte la portée d'actes professionnels réfléchis, la cour de cassation confirme le jugement rendu en appel. Elle renforce les pouvoirs judiciaire et administratif sans protéger mieux les mineurs: en effet, les démarches de signalement pour mauvais traitement se multiplient, depuis les affaires du Mans, de Dôle, d'Auch (chacune mettant en cause abusivement le travail de professionnels du secteur social), mais souvent sans aucun discernement. Les travailleurs sociaux prennent-ils le temps du travail éducatif avant d'envoyer un jeune en taule? Prennent-ils le temps de l'explicitation chez celui qui a été meurtri, pour lui permettre de s'engager vers un avenir en recherchant les moyens de dépasser l'outrage ou la blessure, avant d'être confronté à la justice pour témoignage?

Aujourd'hui, la justice est assaillie de signalements dès le moindre soupçon, de la part de professionnels cherchant avant tout à se protéger pour ne pas courir le risque d'être poursuivis.

Cela a pour effet de provoquer l'engorgement des services judiciaires si bien que « de plus en plus, les cas de maltraitance avérée sont traités avec une extrême lenteur quand ils ne sont pas tout simplement classés sans suite » .

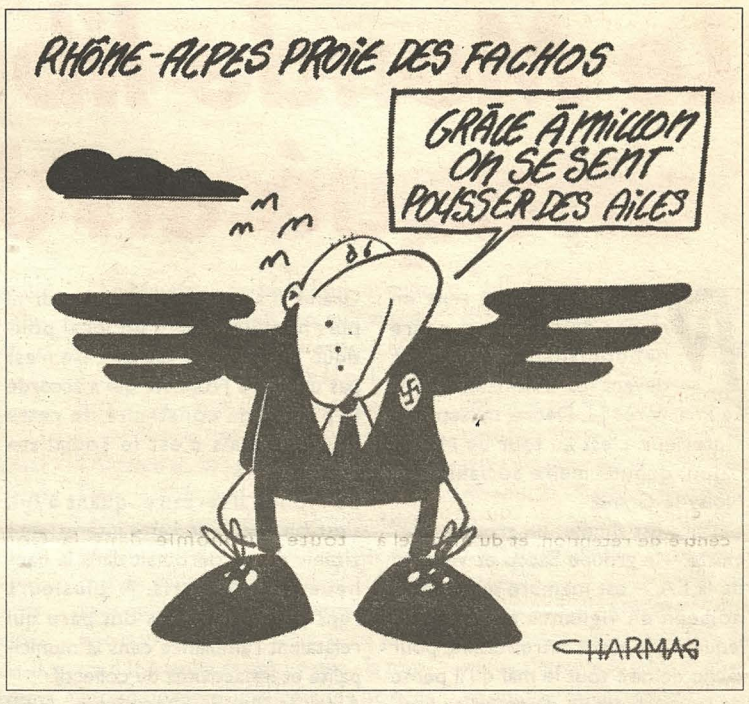
Il est temps de retrouver sens à l'action des travailleurs sociaux en leur permettant de protéger des mineurs en danger et non plus de les désigner comme boucs émissaires. Il est temps de faire acte d'éducation pour tout un chacun, dans la liberté et par la liberté afin de lutter contre la violence des rapports sociaux hiérarchisés ou entre pairs.

Hélène Hernandez
(groupe Pierre Besnard, Paris)

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
http ://www.altern.org/fa

radio libertaire
La boutique de radio libertaire vous propose des moyens de la soutenir efficacement.
- Le briquet RL.....5 F
- Le livre des 10 ans de .....15 F
- Le tee-shirt de RL.....80 F
- Les 20 auto-collants des émissions .....10 F
- Le lot des 4 CD produits par RL.....120 F
- La brochure pour tout savoir sur la radio.....30 F
- Le lot des 4 cassettes *Connaissance de l'anarchisme*.160 F
Et bien sûr la carte d'auditeur .....100 F
Radio libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris

Le F.N. et le triple paradoxe



***Paradoxe**. n. m. Opinion qui va à l'encontre de l'opinion communément admise.*
Se dit d'une proposition qui est à la fois vraie et fausse
(Le petit Robert)

AFFIRMEZ QUE LE F.N. STAGNE, voire régresse, et personne ne vous croira car cela semble tellement contraire à tout ce qui est raconté ! Et pourtant, c'est en partie vrai.

En effet, si l'on examine attentivement le nombre de suffrages électoraux en faveur du F.N., on constate un fléchissement. Le F.N. a atteint son maximum lors des élections présidentielles de 1995 avec 4,6 millions de voix en France (métropolitaine + outremer). Mais, depuis, il est passé à 3,7 millions lors des législatives de 1997 et à 3,4 millions lors des régionales de 1998 (1). En deux ans, il a perdu 1,2 million d'électeurs, soit un quart de son score maximum. C'est loin d'être négligeable. Certes, il s'agit de scrutins différents, avec des enjeux assez différents, mais l'électorat du F.N. a ceci de remarquable qu'il est le moins sensible à ce genre de variations. Là-dessus, la quasi-totalité des politologues sont d'accord.

Cette érosion prolonge même le fléchissement qui remonte à 1992, lors des régionales, puisque le F.N. y avait obtenu 3,1 millions de voix et aux européennes de 1994 quand, sur une thématique anti-maastrichtienne et un scrutin facile qui lui était pourtant favorable, il était descendu à 2 millions de voix : soit moins qu'en 1984.

L'érosion récente du F.N. touche la quasi-totalité des régions, et notamment la banlieue parisienne, comme la Seine-Saint-Denis, ce qui semble révéler, dans l'attente d'analyses plus fouillées, un certain revirement socio-politique dans un espace pourtant considéré comme particulièrement touché par la crise. Sur la quinzaine de départements qui constituent des bastions pour le F.N. (2), tous, lors des régionales de 1998, perdent des voix par rapport aux présidentielles de 1995, parfois de façon considérable (près d'un tiers des suffrages en moins dans les Pyrénées orientales), même dans les Bouches-du-Rhône (une perte de 14 194 voix), même dans les Alpes maritimes (une perte équivalente). Seule exception : le Var, où le F.N. ne gagne que… 55 voix ! Autrement dit, il n'y a même pas un Français sur dix en âge de voter qui soutient électoralement le F.N.

Une régression électorale mais pas politique

Mais cette régression électorale, en nombre de voix et non en pourcentage par rapport au nombre de votants, n'est pas une régression politique. Bien au contraire, comme chacun peut le constater, car le F.N. se renforce politiquement. Voilà le premier paradoxe qui rend l'affirmation liminaire en partie fausse. D'un côté, l'appareil du F. N. et ses cadres, toujours plus nombreux et plus outillés, s'organisent mieux, les municipalités gagnées en 95 et après, comme Orange, Toulon, Marignane et Vitrolles, constituent de nouveaux bastions. De l'autre, la persistance d'un noyau dur électoral et l'élection régulière de politiciens F.N. modifient progressivement le rapport de force sur l'échiquier politique. Pour la droite, il devient de plus en plus difficile de réunir des majorités locales ou régionales sans le F.N. D'où la grande débandade à l'issue des récentes régionales.

Qu'on ne s'y trompe pas, toutefois. Ces alliances ne sont pas nouvelles, quoique certains en prétendent. Déjà dans les régions du Languedoc-Roussillon ou de Picardie, des « accords de gestion » avaient été passés entre la droite et le F.N. À l'époque, les cris d'orfraie de la gauche avaient été bien timides… Mais, depuis, Chirac a été élu, l'Assemblée nationale dissoute et Jospin est devenu Premier ministre. Tout cela s'est joué sur le fil du rasoir, avec des majorités de voix extrêmement relatives et fragiles, sur un fond de plus en plus intense d'abstention. Chacun doit donc mobiliser dans son camp : à droite, sur le thème de « la vraie droite, c'est nous » ; à gauche, sur le thème du grand front antifasciste qui permet de faire passer la pilule d'une gestion loyale du capitalisme, et de rassembler les voix perdues ou hésitantes au nom du danger fasciste.

Sur le fond, tout le monde est d'accord, et c'est là le triste essentiel. Que ce soit sur les privatisations, la création des fonds de pensions ou la politique d'immigration, les nuances sont subtiles entre les partis dominants. Tous sont favorables au libéralisme. Pour une partie de la droite, le F.N. offre néanmoins l'attrait de ne pas s'encombrer d'excuses (« on n'y peut rien, c'est la mondialisation ») ou de verbiage (« la courbe du chômage va s'améliorer ») et de proposer tout haut la société dont certains rêvent : la loi du plus fort, sans retenue. Le blabla solidariste d'une partie du F.N. ou les prétendues mesures sociales des municipalités F.N. sont plus des arguments de propagande que des politiques de justice sociale.

Les limites de la démocratie

Malgré la baisse du nombre d'électeurs, la majorité des médias locaux ou nationaux ont pourtant repris tous en chœur la vieille antienne de la « forte progression du F.N. » (3). Evidemment, si on raisonne en terme de pourcentage, il peut y avoir progression. De la gauche à la droite, tous ont intérêt à ne garder que cet aspect et à manipuler les pourcentages.

Pourtant seul le critère de la quantité de voix devrait, normalement, être retenu dans une démocratie qui se veut issue du suffrage et du nombre. Tel n'est pas le cas. Les décisions se prennent avec des majorités factices et l'ensemble de la classe politique, ainsi que les commentateurs inféodés, refusent de voir la réalité des abstentions (16,2 millions aux régionales de 98), du vote blanc (2 millions) et des non-inscriptions sur les listes électorales (3 millions). Soit bien plus que l'électorat F.N. !

C'est le second paradoxe du F.N., qui montre les limites de la démocratie. D'ailleurs, fascisme et démocratie ne sont pas antagoniques. Historiquement, le fascisme et le national-socialisme sont arrivés au pouvoir grâce aux urnes et grâce au ralliement des forces de droite classique. Bien sûr, nous ne sommes plus dans les années 1920 et 1930 de la contre-révolution préventive. Et l'exemple, en Italie, de l'Alliance nationale (ex M.S.I. mussolinien), adoubée par Berlusconi, entrée dans son gouvernement et tenant un discours beaucoup moins xénophobe que le F.N. français, nous montre que le post-fascisme peut recéler d'autres réalités.

Mais l'implacable réalité du système démocratique conduit tous les élus et leurs collatéraux administratifs ou institutionnels à collaborer avec les élus F.N., qu'ils le veuillent ou non. Beaucoup se demandent jusqu'où ils peuvent serrer la main du diable mais ils sont condamnées à la tenir. Toute tentative de marginalisation du F.N. conduit à bloquer le système représentatif, ce qui, à terme, n'est pas possible, on le voit bien en Rhône-Alpes. Les antifascistes électoraux doivent s'attendre à boire des potions amères. Le salut est donc à l'extérieur du jeu politicien, clos et inopérant.

Pour le moment, le F.N. n'est pas encore le recours total de la bourgeoisie car le programme libéral de celle-ci est largement appliqué. Mais si les luttes anti-capitalistes se durcissent, il est certain qu'il deviendra ce recours. D'où un troisième paradoxe : plus nous nous battrons, plus le F.N. va se durcir. Ce n'est pas pour cela qu'il faut abandonner le combat anticapitaliste, au contraire, mais seul l'élaboration collective d'un véritable projet social donnera une issue à ce paradoxe.

Philippe Pelletier
(groupe Nestor Makhno de la F.A., région stéphanoise)

(1) Cela confirme l'hypothèse esquissée en novembre 1997, avant les régionales, dans la brochure « Du fascisme au post-fascisme », éditions du *Monde libertaire*, 1997.

(2) Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Gard, Hérault, Pyrénées orientales, Rhône, Loire, Haut-Rhin, Bas-Rhin, Haute-Marne, Eure-et-Loir, Oise, Seine-et-Marne.

(3) Le comble de l'intox revient probablement au quotidien *Libération* : « lentement mais sûrement, le F.N. avance (et il) obtient son meilleur score, toutes élections confondues » (édition du 16 mars) ; « avec 15,19% des voix, le parti d'extrême droite réalise, de peu, son meilleur score en quinze ans d'existence électorale, devant les 15% tout rond recueillis par Le Pen à la présidentielle de 1995 et les 14,94% des législatives du printemps dernier. Surtout, il progresse de trois points par rapport au millésime régional de 92 » (édition du 17 mars). En pourcentage, oui, mais pas en nombre de voix !

Du fascisme au post-fascisme - Mythes et réalités de la menace fasciste, éléments d'analyse et propositions d'action, par le groupe Nestor Makhno (région stéphanoise) de la Fédération anarchiste, éditions du *Monde libertaire*, 1997, 62 p., 20 F, en vente à la librairie du *Monde libertaire* 145, rue Amelot, 75011 Paris).

Papon ou la conti

TROIS MOIS après le prononcé du verdict de la Cour d'Assises de Bordeaux condamnant Maurice Papon à 10 ans de réclusion criminelle sur le plan pénal et 4,6 MF sur le plan civil (1), et alors que son pourvoi en cassation – suspensif, ce qui veut dire qu'il reste en liberté – suit son cours, il apparaît important de revenir sur un point nodal de cette affaire : pourquoi et comment Maurice Papon a-t-il pu du jour eu lendemain passer du poste de secrétaire général de la préfecture de Bordeaux pétainiste à celui de directeur de cabinet, ayant rang de préfet, de commissaire de la république (2) gaulliste ?

Le témoignage le plus éclairant à ce sujet est celui de Jean Morin, entendu le 2 mars. Auditeur à la Cour des comptes en 1941, il rejoint la résistance en 1942 au sein de l'Organisation civile et militaire (3), et est nommé, fin 1943, adjoint de Georges Bidault, successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance, avec pour tâche la future organisation administrative départementale et communale. À la Libération, il se retrouve directeur du personnel au ministère de l'Intérieur. C'est lui qui vise les avis de la Commission d'épuration au plan national avant de les transmettre au ministre. Il a ainsi personnellement examiné le rapport adressé par Gaston Cusin, Le commissaire de la République désigné par De Gaulle à Bordeaux, pour la nomination-promotion de Maurice Papon évoquée supra, intervenue le 23 août 1944 (4). « Ce texte a été étudié de très près. Nous étions d'accord avec les propositions de Cusin nommant Papon car il avait rendu des services à la Résistance. » Pour se justifier, il rappelle que l'épuration a été réelle en ce qui concerne le corps préfectoral : « 60 préfets ont été révoqués, 100 ont été mis à la retraite d'office et 30 nominations ont été annulées. Même les 7 ou 8 qui rentraient de déportation sont passés en commission d'épuration et n'ont pas été rétablis dans leur poste. Seule une quinzaine est restée en place. »

Il ressort pourtant des débats que le dossier soumis à la Commission d'épuration était fort mince. Outre le rapport de Gaston Cusin favorable à Maurice Papon, il n'y avait que les résolutions du Comité départemental de la Résistance défavorables certes à l'accusé, mais miné par des luttes intestines relatives à l'affaire Grandclément (5) sa représentativité manquait de légitimité. Et le président d'interroger le témoin : « Et les rapports du BCRA (6) ? de la "Mission militaire de liaison administrative" ? du "Répertoire de l'état-major de l'armée" ? Toutes ces pièces qualifiant Maurice Papon de "collaborateur" ? » Réponse : « La commission d'épuration ne les a jamais vues. » Poussé dans ses retranchements, il reconnaît qu'il était contraire à la doctrine de conserver un fonctionnaire de Vichy sur place et que Papon en est le seul exemple : « il a bénéficié d'une promotion exceptionnelle. » Et de poursuivre : « De toute façon, par décret du 23 octobre le général De Gaulle ayant confirmé Papon dans ses fonctions, notre rôle était devenu de pure forme. »…

À ce moment-là, le collaborateur, c'est celui qui a fait du zèle au service de Pétain et de Vichy, celui qui a favorise le S.T.O. (7), celui qui a persécuté la résistance, pas celui qui déportait les juifs… pour la bonne raison « qu'à l'époque on pensait que seule la Gestapo était concernée. C'est elle qui se chargeait de toutes les opérations de déportations de juifs.

Reprendre le combat pour la liberté de circulation et d'installation

Voilà un peu plus de deux ans, ils n'étaient « que » 300, quelques centaines qui osèrent l'inimaginable: occuper en bloc un lieu public pour faire savoir au pays tout entier qu'ils existaient, eux les sans-noms, ceux qui n'étaient rien jusqu'alors que de la chair à charter, du stock de centre de rétention, et du matériel à peine humain pour ateliers clandestins. Cette irruption des sans-papiers sur la scène sociale a été un choc salutaire pour la société française.

Deux ans après, le bilan de la lutte qu'ils ont mené pour la régularisation de toutes et tous est cependant très mitigé. Certes, 55 000 sans-papiers sont aujourd'hui régularisés. Et c'est peu dire que, avec ou sans la gauche au pouvoir, c'est à tous ceux qui ont lutté qu'on les doit.

Mais à peu près autant restent pour l'instant sur le carreau. Le mouvement n'a pas été capable d'imposer à l'État ses revendications fondamentales: la régularisation de tous et l'abrogation des lois anti-immigrés. La liberté de circulation n'a pas progressé d'un pouce. Pire, elle a encore régressé.

« Des papiers pour tous », « Ouverture des frontières, partage des richesses », il nous faut revenir sur le pourquoi de ces slogans, si souvent entendus en manifestation.

Un droit inaliénable

La liberté de circulation et d'installation est un droit fondamental qu'aucune autorité ne saurait remettre en cause. Nous récusons le pouvoir que s'arroge l'État de décider qui a le droit de vivre ou non sur le territoire qu'il contrôle. Il ne saurait donc y avoir de débat a priori sur cette notion. Pourtant, cette revendication n'est pas anodine, même pour des anarchistes. Ainsi, imaginons un peu que ça y est, le « grand soir » est arrivé, et le matin fleuri de l'anarchie a enfin triomphé. Trifouilly, respectable bourgade nouvellement révolutionnaire s'autogère joyeusement et en toute autonomie dans la Confédération internationale des collectivités. Les habitants de Trifouilly pourront-ils décider collectivement d'interdire ou d'expulser certaines catégories de personnes de « leur » territoire? Les habitants du quartier nord de Trifouilly, dans le cadre de leur assemblée de quartier, auront-ils le droit de décider que la famille Untel fait décidément trop de bruits et d'odeurs et qu'il est hors de question qu'elle s'installe dans « leur » quartier?

Si l'on se base sur la liberté d'association, on donne ce droit aux collectivités. Si on se base sur la liberté d'installation, on ne le leur donne pas. Et franchement, je préfère ne pas le leur donner. Il faut en finir avec le temps des bannis.

Défendre la liberté de circulation et d'installation en tant que telle est donc également un acquis théorique fondamental pour le mouvement libertaire, même si cela peut sembler aller de soi. Car, de la même manière qu'on ne peut accepter qu'un individu en exploite un autre en société libertaire, il me semble aberrant qu'une collectivité rassemblant des gens vivant sur un territoire puisse avoir le droit de refuser à un individu le droit de vivre sur ce territoire.

Autrement dit: avant d'avoir le droit de s'associer ou de se dissocier, il faut avoir le droit de vivre quelque part.

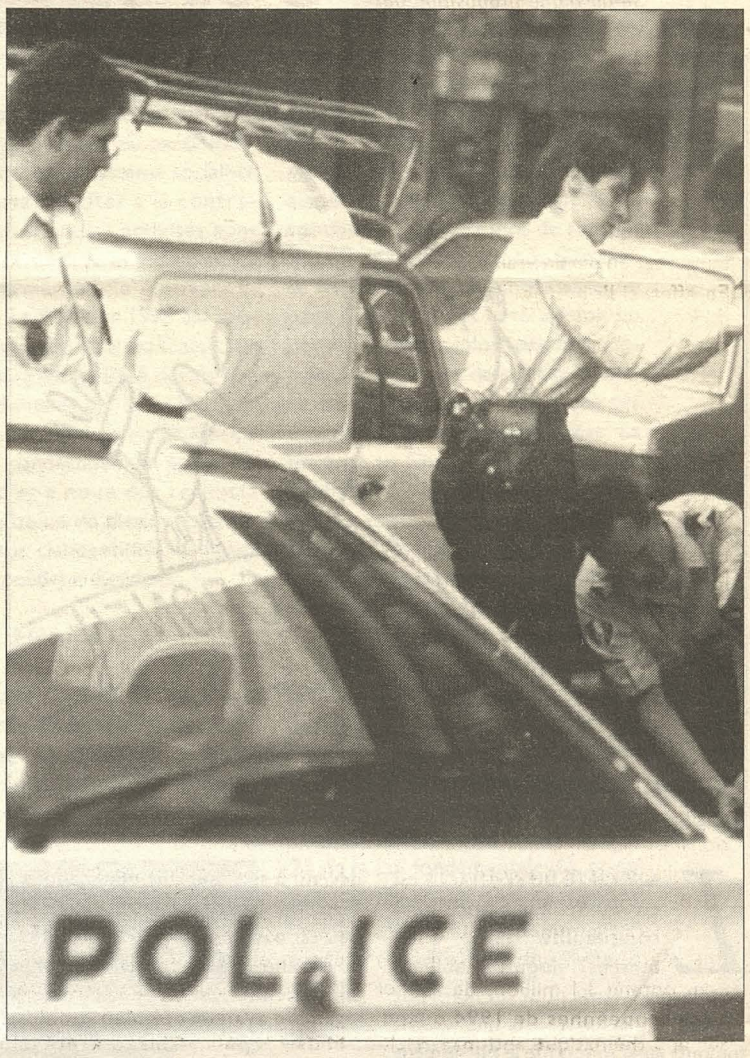
La défense de ce principe et celle des sans-papiers sont indispensables si l'on veut lutter contre l'actuel envahissement du champ politique par les thèmes proposés et défendus par l'extrême droite: amalgame immigration-chômage-délinquance, préférence nationale (1), contrôle des flux migratoire, défense de la Nation.

Il nous faut arriver à montrer que la liberté de circulation n'est pas un danger, mais au contraire une condition sine qua non de la liberté et de l'égalité économique et sociale. En particulier, la défendre, c'est s'attaquer de front au fantasme de l'invasion étrangère, repris par l'ensemble de la classe politique à quelques exceptions près, que ce soit sous la forme soft de « la misère du monde » (Rocard), de « l'appel d'air » à la mode Debré-Jospin-Chevènement ou de celle plus vulgaire d'un Le Pen ou d'une Brigitte Bardot.

Un revendication réaliste

Non, l'ouverture des frontières n'entraînerait pas un déferlement d'immigrés sur le pays. Alors que les frontières sont ouvertes aux citoyens européens, chacun reconnaîtra que les migrations à l'intérieur de l'Europe restent malgré tout assez faibles. Il en était de même lorsque les frontières étaient ouvertes pour les ressortissants d'Afrique francophone, même au début des années 70 lorsqu'une terrible famine ravageait les pays sahéliens (2).

Parce qu'émigrer, cela coûte d'abord terriblement cher lorsqu'on est pauvre. Et par-delà même la question économique, la question de l'exil et du déracinement ne saurait être négligée. À l'origine l'ordonnance de 1945 comprenait l'existence d'une agence chargée du recrutement de travailleurs immigrés dans leurs pays d'origine: le « flux » seul n'aurait pu être assez important pour nourrir les besoins de main d'œuvre pour la reconstruction de l'après-guerre.



Bien souvent, cette immigration est également le fruit de communautés qui contrôlent parfaitement leur propre « flux migratoire » (3), les jeunes migrant à tour de rôle selon les besoins de la collectivité.

La fermeture des frontières depuis 74, loin d'avoir tari et découragé l'immigration, a au contraire fixé une partie de celle-ci sur le territoire français, qui savait toutes les difficultés pour pouvoir revenir plus tard en France.

Nous pensons que l'actuelle et impossible « fermeture des frontières » n'a pas que des intérêts démagogiques pour le pouvoir et le capital. Une frange de la population vivant sur le territoire a été placée hors-la-loi. Ses seules ressources ne peuvent donc parvenir que de la solidarité de ses communautés ou d'une économie parallèle.

Le gouvernement a choisi de continuer à créer de la main d'œuvre pour une économie clandestine, qui sert en quelque sorte de laboratoire de la flexibilité généralisée. Car le patronat tire parti de toutes les inégalités. Ainsi, loin de « voler l'emploi des français », les travailleurs étrangers sont victimes d'une même logique qui crée le chômage et précarise les salariés.

L'ouverture des frontières et la libéralisation de l'accès au marché du travail pour les étrangers ne supprimerait pas d'un coup de baguette magique ce processus d'asservissement par la peur du lendemain. Mais elle ruinerait la démagogie fasciste en démasquant le patronat. Il y a fort à parier que celui-ci se verrait alors contraint d'accentuer sa pression sur les salaires et les conditions de travail plus ouvertement, s'il ne peut plus avoir recourt, à la marge, à des travailleurs sans papiers et sans droits.

C'est également pourquoi l'ouverture des frontières ne saurait être envisagée et revendiquée en dehors d'une lutte globale contre le capitalisme (4).

Si seulement la perspective d'un monde sans frontières pouvait faire à nouveau rêver les gens!

Bertrand Dekoninck
gr. Humeurs noires (Lille)

(1) Il n'y a pas que Balladur pour jouer dans ce sens. La loi Chevènement a renforcé indirectement la « préférence nationale » déjà en vigueur en France: en généralisant et multipliant les cartes temporaires, elle prive des travailleurs étrangers de l'automaticité du droit au travail. Pour ces cartes, une autorisation préalable de l'administration est nécessaire, qui tient compte de « 'opposabilité de la situation de l'emploi ».

(2) *Libre circulation et lutte contre la précarité*, Alain Morice, in Sans Papiers, chronique d'un mouvement, Im'Media/Reflex, mars 1997, p.99.

(3) *Régularisation des sans papiers ou libre circulation*, Alain Morice in Papiers, édité par l'Afelse, p. 64-65.

(4) Et pas seulement contre le néolibéralisme: avis à ceux qui voudraient rétablir des frontières et un État fort pour lutter contre la globalisation des échanges et leur déréglementation.

nuité de l'État

Elle pouvait demander quelque chose à la préfecture, mais que celle-ci refuse ou accepte, cela ne changeait pas grand-chose. Pas un seul préfet ne s'est vu reprocher cela. Je n'ai trouvé aucun rapport sur la déportation des juifs. À Bordeaux pas davantage qu'ailleurs. » À l'avocat général Robert s'en étonnant au vu des pièces produites tout au long de l'instruction et finissant par lui demander: « Que saviez-vous du sort des juifs pendant la guerre? », Jean Morin répond, comme les « grands » résistants déja entendus précédemment: « On n'en savait rien. »

À l'automne 1944, la mort des juifs n'est donc pas d'actualité. D'autant que les rares survivants ne reviendront pas des camps avant au mieux le printemps 1945. C'est l'ennemi de la nation que l'on traque. Contre le risque d'insurrection sociale, il faut faire bloc au nom de l'unité retrouvée et préserver les élites nécessaires à la reconstruction du pays. En effet Gaston Cusin est un homme seul.

La résistance bordelaise a implosé; ses contacts ont été arrêtés; c'est une tête sans corps. Il lui faut rétablir l'autorité de l'État. Il a donc besoin de l'administration en place et Maurice Papon va lui amener sur un plateau toute la police. En échange Cusin passe l'éponge on occultant les rapports le qualifiant de collaborateur. La raison d'État prime au nom de la continuité de l'État.

C'est aussi la raison pour laquelle, au nom de la « nation française », seule l'Allemagne peut-être considérée comme responsable des déportations raciales. Vichy n'est pas complice car dans cette logique d'État salir Vichy, c'est salir la France!

Papon apparaît ainsi comme la figure emblématique du culte de l'État. Les régimes passent mais l'État perdure. Comme l'a rappelé l'un de ses avocats, Francis Vuillemin, lors de sa plaidoirie: « Pour Maurice Papon, servir l'État, c'est un sacerdoce. » Et Papon de renchérir: « Il n'y a pas de crise de conscience lorsqu'on obéit aux ordres du gouvernement. » Et bien si, justement: contre le pouvoir d'État, primat absolu à la conscience!

J-J Gandini

(1) 1,6 MF de dommages-intérets et 3 NF de remboursement de frais d'avocats.

(2) Nom symbolique pour marquer la rupture avec « l'État français » de Vichy. Ils remplacent les préfets régionaux et sont dotés de tous les pouvoirs civils et militaires.

(3) L'OCM organisation de résistance très droitière, recrute parmi la bourgeoisie, les cadres, les haut-fonctionnaires et les militaires patriotes.

(4) Soit 5 jours avant la libération de Bordeaux

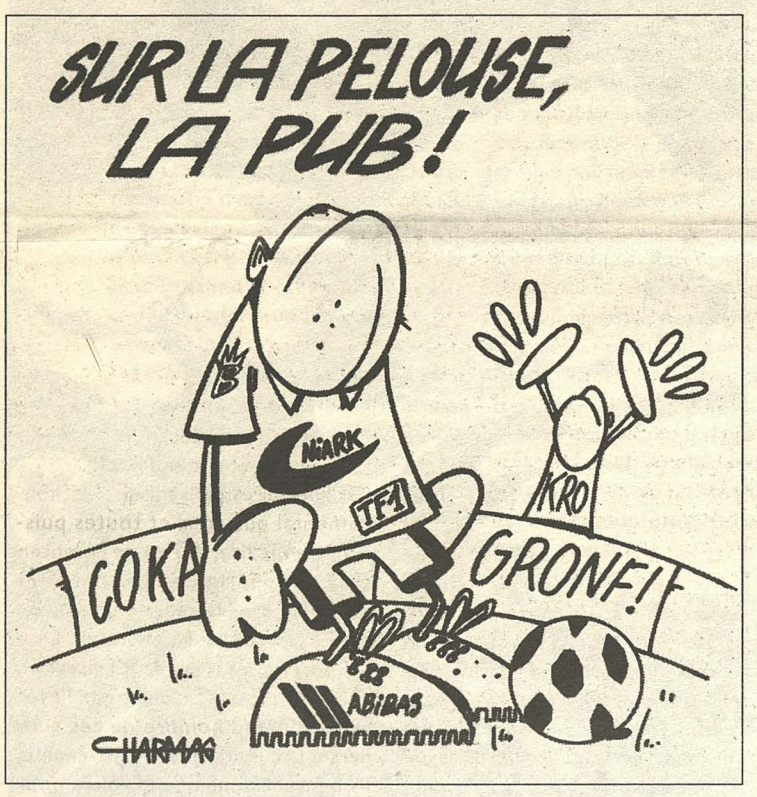
(5) Responsable régional de l'OCM. Arrêté par la Gestapo en septembre 1943, il est « retourné » par crainte du « Grand soir communiste » à venir, et va mener un drôle de double jeu avant d'être exécuté pour « traîtrise » près d'un an plus tard, le 27 juillet 1944 sur l'ordre de l'agent anglais Roger Landes, alias Aristide, du Special Operation Executive (SOE).

(6) Bureau Central de la Résistance Armée: services secrets gaullistes.

(7) Service du travail obligatoire, établi en février 1943 sous la pression des Allemands pour fournir de la main-d'œuvre aux usines du Reich.

Après le sabre et le goupillon...

Le stade et le ballon !



La société du spectacle est en œuvre. En France on a comptabilisé (avec quels moyens ?) jusqu'à 15 millions de téléspectateurs pour un match de football. On découvre avec une surprise toujours aussi innocente le phénomène du hooliganisme. Les guerres, les famines, les souffrances de la misère et de la précarité ne connaissent pas de trêves et on centralise l'actualité sur un gendarme dans le coma. L'équipe de France en entrant dans le stade de France portait un brassard noir. Cet insigne ne commémorait pas la mort de Franck Gamble, ouvrier mort accidentellement pendant la construction du stade, mais celle de Fernand Sastre mort naturellement.

Mais la société du spectacle est elle-même dépassée. Le sport spectacle porteur d'une plus value et d'un intérêt idéologique s'est associé à un sport finance où le spectacle est devenu lui-même une marchandise. Le football est devenu une industrie à part entière et est comparable dans ses objectifs et son fonctionnement à une quelconque multinationale capitaliste. En l'espace de vingt ans nous avons assisté à un bouleversement : l'impact idéologique du football et du sport en général est toujours important mais les capitalistes aujourd'hui pour leur grande majorité dépassent le stade affectif et passionnel et se servent du spectacle comme simple marchandise. Comme quoi, un outil justifiant une société gérée par une logique marchande peut devenir à son tour une marchandise ! Bien évidemment le football ne s'est pas ne s'est pas transformé en n'importe qu'elle entreprise. Le sport, et la coupe en particulier, est un énorme enjeux commercial et donc d'image.

L'éthique sportive, une belle foutaise

Dans ce contexte le statut du sportif est accentué dans la perte de toute personnalité. Le sportif n'est qu'un corps en action qui se monnaie, qui s'échange. Alors que le sport véhicule le mythe du corps sain, de la beauté de ce corps en action dans un esprit de confrontation pour le plaisir et avec une éthique proche du « combat loyal », la réalité est tout autre. Le corps est regardé, sous estimé par des spécialistes, des acheteurs. A ce titre pour nombre de ces acheteurs, la coupe du monde est une aubaine permettant de repérer des joueurs du tiers monde pouvant s'acheter à bas prix par rapport à leur rendement. Car le sport de compétition impose le rendement, la performance source de spectacle et donc de plus-value financière. Et non seulement le corps de l'athlète n'est plus qu'une simple machine, qu'une simple marchandise que l'on utilise quelques années, quelques mois pour des sports plus violents (football américain...) et que l'on jette lorsqu'il ne répond aux critères de rendement mais le corps est ainsi modélisé. La publicité de Nike utilisant des affiches pétainistes, représentant un corps fier et dressé, le bras en avant avec le slogan « Engagez vous » n'est pas le fruit du hasard.

Le sport de compétition est un moyen, parmi d'autres, de nous bombarder d'images et de modéliser aux yeux du monde une image de « l'être parfait » dans son corps et dans sa morale et son comportement (efficace, tenace, courageux....). Cette logique du corps nous amène tout droit au dopage. Dans son numéro de mai, *l'Ecole Émancipée* analyse ce phénomène. « Chaque fois qu'un sportif subit un contrôle, tout le monde sportif crie haro sur le baudet...

Pourtant le dopage est irrémédiablement inscrit dans l'intensification du sport spectacle. L'intensification des compétitions, l'augmentation des effectifs professionnels dans chaque club, la nécessité pour chaque joueur « d'avoir sa place » pour assurer sa valeur... concourt à la quasi nécessité du dopage. » Et comme le souligne cet article, le dopage ne touche pas que le haut niveau de la compétition puisqu'en France par exemple en 1996 le cycliste amateur 3326e au palmarès a été contrôlé positif...

De la droite à l'extrême gauche, un triste consensus

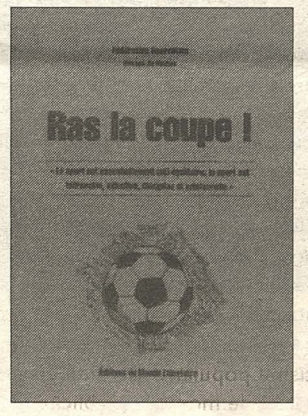
Malgré cette réalité capitaliste où il devient guère possible d'affirmer que le sport est un jeu où l'on apprécie la beauté du « jeu collectif ». Malgré le matraquage médiatique que l'on nous impose depuis quelques semaines. Malgré l'hypocrisie d'une « France » autocentrée sur elle-même qui accueille le monde (ceux qui ont l'argent pour être touriste ou un corps rentable) alors qu'elle prépare une expulsion massive de sans... Malgré les milliards qui circulent et les scandales tant financiers que symboliques (du stade de France à la plage Copabana en plein centre ville de Nantes). Malgré toutes ces raisons, les réactions ne sont pas nombreuses. Le front associatif, « la gauche résistante » que l'on retrouve dans les derniers votes protestataires, que l'on retrouve dans les luttes de chômeurs, pour le logement, dans les marches... s'entoure d'un silence à peine gêné. Silence gêné d'Alain Krivine de la Ligue communiste révolutionnaire qui finira par refuser l'invitation pour l'inauguration de la coupe de Patrick Braouezec, maire communiste de Saint Denis.

Bien évidemment le populisme du PCF a poussé Robert Hue à prendre des positions insoutenables « la pensée du mondial habite l'ensemble du parti » alors que dans le même temps Viannet, secrétaire général de la CGT rassure l'entourage gouvernemental « La CGT ne prendra pas en otage la coupe du monde ».

Même Arlette Laguiller préfère ne pas penser à des mouvements sociaux... Le monde lui-même le jour de l'inauguration signale cet étrange silence : « La gauche semble emportée par un consensus national et républicain, quelque chose comme une pacifique réplique de l'union sacrée de 1914-1918. » *Le Monde* dans cet article, à la « une », signale effectivement que seuls les anarchistes (et quelques verts isolée) se démarquent de cet unanimisme. Le monde après avoir cité la campagne fédérale menée par notre organisation, cite un article du *Combat Syndicaliste* qui condamne cet unanimisme : « Même le mondial des sans avec les sans-terre du Brésil, les sans papiers, les sans emplois (qui s'est joué le 17 juin dernier) ressemble à une ultime et perverse communion. »

Certains nous demandent de prendre notre mal en patience puisque le 12 juillet la coupe se termine. Mais le sport spectacle, le sport finance est organisé d'une telle manière qu'il n'y a jamais de répit. La coupe est l'aboutissement d'un cycle très régulier (avec ses rendez vous incontournables) de quatre ans rempli de compétitions (des championnats nationaux, aux coupes et championnats européens, américains...). Et puis comme nous le rappelle, depuis quelques temps, France 2 : après la coupe il y a le tour de France... Tout est bien organisé dans le meilleur des mondes.

Régis (Nantes)



Dans cette brochure, en exclusivité pour les allergiques aux podiums et aux uniformes sponsorisés par Nike, Adidas ou Coca-cola, tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sport sans jamais avoir osé le demander à un supporter du P. S.-G.
Le foot est-il le nouvel opium du peuple ? Le sport de compétition n'est-il qu'une éducation à la discipline des corps et des esprits ?
Combien de milliards brasse cette nouvelle multinationale qu'est la médiatisation des sports de masse ?
Le groupe de Nantes de la Fédération anarchiste a édité cette brochure d'actualité...
Ras la coupe. Éditions du *Monde libertaire*. 20 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

LECTURE

Les Shootés du stade

Le sport, « religion athlétique » du XXe siècle, est aujourd'hui l'opium du peuple par excellence comme nous le prouve chaque jours les manifestations de la coupe du monde 1998.
Au travers de l'histoire, l'Empire du sport-spectacle, porté par l'impérialisme, le fascisme et le stalinisme, n'a cessé de s'étendre à mesure que triomphait le marché unique et la colonisation marchande du monde vécu. La sportivisation de l'espace public, impulsée par les grandes multinationales sportives, impose sa fausse conscience et son abrutissement idéologique à des centaines de millions de téléspectateurs. Les jeux olympiques de la croix gammée à Berlin en 1936, modèle de toutes les entreprises de propagande totalitaire, ont fait école dans le siècle. Sport et fascisme sont désormais unis pour le pire.
Dans son livre, « Les Shootés du stade », Jean-marie Brohm propose une analyse décapante de l'illusion sportive, apothéose du divertissement dans la société du spectacle capitaliste, avec sa violence, sa démagogie populiste, son dopage et son affairisme maffieux.

Footix

Les shootés du stade, Jean-Marie Brohm, éditions Paris-Méditerranée, 253 pages, prix 95 F. En vente, à la librairie du *Monde libertaire*.

Crise de l'école...

Vive la crise !

C'EST UN FAIT, L'ÉCOLE A aujourd'hui des allures de bateau ivre. Quand elle ne tangue pas de désarroi, de peur ou de désespérance, elle dérive au fil de l'eau. Déboussolée. Tétanisée. Paralysée. Démâtée. Asphyxiée. Vidée. Désossée. Ratatinée. Désinguée. Orpheline de toute perspective. Veuve de toute espérance.
C'est ce que dans la rubrique vu à la télé, entendu dans l'poste et lu dans l'journal, on a coutume d'appeler la crise de l'École.

La crise, quelle crise ?

Depuis une bonne dizaine d'années maintenant l'École ne cesse d'être mise sur la sellette.
Violences exercées à l'encontre d'enseignants et d'élèves, psychodrame du voile islamique au grand théâtre burlesque d'une laïcité hésitant entre l'ouverture, mais pas trop, et la fermeture, mais pas davantage, émergence d'un échec scolaire massif là où la crise économique et sociale fait tout imploser, prolifération des ventres creux interdits de cantine pour cause de pas d'sous, désastre inachevé d'une orientation courant sans fin après un marché du travail toujours plus mouvant, étroit et précaire, coups de boutoirs de l'enseignement privé et patronal qui à grands renforts de fonds publics creuse les fondations d'un enseignement à plusieurs vitesses sociales, privatisations rampantes de l'entretien des établissements scolaires et de leurs services de restauration, entrée en force des emplois précaires et sous-payés dans les écoles, les collèges et les lycées avec les C.E.S. et les emplois-jeunes, autoritarismes de plus en plus appuyés de chefferies d'établissement chaussant de plus en plus ouvertement les robustes brodequins du népotisme, désarrois multiformes d'enseignants, de parents d'élèves et d'élèves tournant vers le présent et l'avenir des regards de noyés... tous les éléments constitutifs d'une crise semblent réunis au point que certains n'hésitent pas à dire qu'ils sont les prémisses de la prochaine guerre civile.
Pour être patente, cette crise de l'école est-elle cependant aussi grave et nouvelle qu'on voudrait nous le faire croire ?
Après tout, l'échec scolaire (pour certains, toujours les mêmes), l'existence de différents cursus scolaires organisés à l'aune de l'origine sociale des enfants, les coups d'épingles, de canifs et d'épées portés à la laïcité et au service public, les chefaillons autoritaires, la précarité... ne sont pas franchement nouveaux sous le soleil.
Mieux, quand on sait que le niveau scolaire monte, quand on parcourt du regard les changements en tous genres survenus dans les écoles, les collèges, les lycées et les facs, ne serait-ce que depuis 68 et son printemps trop bref, quand on veut bien constater l'abondance de moyens en termes de photocopieurs machins, de rétroprojecteurs trucs et d'ordinateurs bidules, de C.D.I. et de subventions de fonctionnement dans la plupart des établissements scolaires de France et de Navarre... il est permis de s'interroger sur la réalité de cette soi-disant crise.
Jamais, en effet, l'École n'a été aussi productive (en terme de niveau scolaire), jamais elle n'a scolarisé autant d'enfants et jamais elle n'a bénéficié d'autant de moyens.
Alors, où est le lézard ?

De l'École capitaliste

L'École telle que nous la connaissons aujourd'hui n'a guère plus de cent ans d'existence. Elle est apparue à la fin du XIXe et au début du XXe siècle dans un contexte historique bien particulier. À cette époque, en effet, l'État-nation, qui était de création récente et qui était composé d'une mosaïque de cultures et de parlers différents, avait besoin pour pouvoir s'affirmer dans le « concert des nations » du ciment unificateur d'une langue commune. Le capitalisme qui s'éveillait à la grande aventure de l'industrialisation avait besoin d'une main d'œuvre maîtrisant les rudiments de la langue et du calcul. Et la bourgeoisie républicaine, dans son combat au couteau contre l'Église, avait besoin d'un électorat affranchi de certains obscurantismes.
L'École laïque, gratuite et obligatoire est née de ces trois besoins et elle s'est parfaitement acquittée des missions qui lui étaient imparties.
Les hussards noirs de la république ont francisé les campagnes bretonnantes, basquisantes,...à grands coups de règles sur les doigts et d'obligation scolaire. Ils ont laïcisé l'obscurantisme populaire à grands coups de cours de morale républicaine et via un réseau serré d'écoles primaires gratuites ils se sont attachés à alphabétiser juste ce qu'il fallait les enfants des classes ouvrières (les lycées et les universités restant comme de bien entendu la chasse gardée des rejetons de la bourgeoisie).
Mieux, au fil du temps, grâce à d'âpres luttes syndicales, certaines évolutions importantes ont eut lieux pouvant laisser croire à l'existence d'un service public d'enseignement fonctionnant à l'égalité des chances et permettant aux gueux (s'ils étaient méritants) de réussir à l'école et de s'extraire de leur condition sociale. Ce fut le cas lors de la période dite des trente glorieuses (celle de la croissance économique tous azimuts, de l'industrialisation à tout crin et du passage de l'économie de subsistance à l'économie de marché) pendant laquelle les effectifs de l'enseignement secondaire et supérieur s'accrurent dans des proportions considérables.
Oh, bien sûr, ce furent essentiellement les classes moyennes qui profitèrent de cette « démocratisation » de l'école, les mômes des classes ouvrières restant quant à eux (aux quelques exceptions près qui confirmeront toujours toutes les règles) cantonnés dans les bantoustans des classes de transition, les chaumières de l'enseignement technique et les « délices » de l'apprentissage.
Mais, n'empêche, le mythe de l'École pour tous fonctionnant comme ascenseur social était né et aujourd'hui encore l'imaginaire populaire y croit dur comme fer.

Du mythe de l'École pour tous fonctionnant comme ascenseur social.

Pendant quelques décennies, c'est vrai, l'École a fonctionné comme ascenseur social. Pendant quelques décennies, c'est vrai, les mômes d'instits, de profs, de dentistes, de toubibs, d'ingénieurs... et même parfois de facteurs ont pu obtenir, le bac, des licences... et trouver à la sortie de l'école des jobs de cadres ou de professions libérales avec reconnaissance sociale et pas mal de sous à la clef.
C'était donc une École pour certains, mais sans doute le nombre de ces certains était-il plus important qu'auparavant puisque M. Tout l'monde s'était pris à croire que c'était une école pour tous et trouvait que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes.
Pour l'heure, l'École est tout autant pour certains (les mêmes) et mieux, elle n'a jamais réussie à faire autant semblant d'être une École pour tous (Elle n'a jamais scolarisée autant d'enfants, le niveau scolaire n'a jamais été aussi élevé et elle n'a jamais bénéficié d'autant de moyens). Et pourtant elle est en crise.
Aujourd'hui, en effet, et c'est nouveau (pour les classes moyennes, bien sûr), on peut être fils de bonne famille et chômeur, précaire ou smicard avec bac + 2,3,4,5,6...

De la crise de l'École

L'École, aujourd'hui, est indiscutablement, bien que restant toujours fondamentalement pour certains, un peu plus pour tous qu'hier. Mieux, elle n'a jamais été aussi performante.
La crise qu'elle connaît se résume à ce que les enfants des classes moyennes qui constituent la majorité de ceux qui réussissent à l'École ne trouvent plus de boulot à la sortie de celle-ci.
En clair, alors que la machine École n'a jamais produit autant et aussi bien, l'économie capitaliste, elle, n'a jamais eut aussi peu besoin de classes moyennes.
Certains (les zozos de droite et de gauche) en sont donc arrivés à proposer que l'on adapte la machine scolaire à l'économique et que l'on renforce la sélection, ce qui signifie mettre en place une École à deux vitesses sociales. Une École de haut niveau (privée et payante) pour les riches et une École de type garderie (de bas niveau mais gratuite) pour les ppauvres. Ceux-là passent à juste raison pour les fossoyeurs de l'École pour tous.
D'autres (les zozos de gauche et de droite) en sont, a contrario, arrivés à essayer de nous faire croire qu'il était possible d'adapter (en la dopant à la croissance) l'Économie à l'École. Ceux là passent pour les défenseurs de l'École pour tous, alors que...
Tous ceux là ne voient pas ou ne veulent pas voir que la logique actuelle du capitalisme, de sa mondialisation et de son pseudo libéralisme va dans le sens d'une minoration du travail salarié et des classes moyennes because la robotique, l'informatique... et l'O.P.A. du financier et de la spéculation sur l'économique. Tous ceux là ne veulent pas voir que, désormais, la réussite à l'École ne signifie plus la possession d'un passeport pour la « réussite » sociale.

Vive la crise de l'École

Pour l'heure, les classes moyennes qui prennent de plein fouet la restructuration du capitalisme essayent de nous faire croire que la crise de leur École et de son mythe relève de la crise de l'École pour tous.
Reste que l'École n'a jamais été pour tous et que sa mythification fonctionnelle comme ascenseur social est aujourd'hui au pied du mur de la férocité capitaliste.
Dans ces conditions (l'économie capitaliste aura de moins en moins besoin de travail salarié et de classes moyennes), plutôt que de courir après une chimère (celle d'une École des classes moyennes susceptible de devenir une école pour tous via une croissance économique à la mode de dans l'temps), mieux vaut oser une École pour tous qui soit une véritable École ou une véritable École qui soit une École pour tous.
L'École doit-elle être une usine à produire des travailleurs et s'adapter sans cesse au marché du travail ou bien doit-elle être un espace d'instruction, d'éducation et de culture pour le plus grand nombre ?
Les libertaires pensent qu'il est fondamental que tous et toutes puissent savoir lire, écrire et compter. Que ces apprentissages puissent avoir lieu dans le cadre d'un service public (social) laïque et gratuit. Que l'important n'est pas tant l'insertion économique des écoliers que l'éveil du plus grand nombre de ces écoliers à la culture et à la citoyenneté. Ils pensent donc que l'École a pour fonction d'instruire et d'éduquer le plus grand nombre, laïquement et gratuitement, afin que le plus grand nombre soit instruit et éduqué.
Sachez le, que tous et toutes puissent savoir lire, écrire et compter, que tous et toutes puissent savoir lire, écrire et compter intelligemment, que tous et toutes soient éduqués à la liberté, à l'égalité, à l'autogestion, à la citoyenneté et au bonheur de vivre... c'est possible ! L'économique nous le permet. À condition que nous mettions l'économique au service de l'École. À condition que la révolution sociale mette l'économique au service de l'instruction et de l'éducation du plus grand nombre.
La crise actuelle de l'École a cet avantage de fracturer un mythe. Celui de l'École des classes moyennes estampillée École pour tous. Et une réalité, celle d'une École inféodée à l'économique jusque dans les valeurs qu'elle transmet.
Dans ces conditions, la crise de l'École dont il est clair qu'elle n'est qu'un aspect de la crise de l'économie capitaliste ouvre une petite fenêtre sur un retour au sens premier des choses. Une École pour quoi faire ?

Jean-Marc Raynaud

École libertaire Bonaventure

L'an 06 d'une aventure qui continue !

En septembre 1998 Bonaventure va effectuer sa sixième rentrée scolaire. Onze enfants, une nouvelle instit. (Laurence), l'éducateur de ces deux dernières années (Ludo.), de nouvelles familles, des travaux cet été pour agrandir l'école...l'expérience se poursuit. Et elle se poursuit sur des bases particulièrement rares, celles du départ du noyau fondateur. Comme quoi !
Le prochain congrès de Bonaventure qui aura lieux le 31 octobre et le 1er novembre prochain va donc être absolument passionnant.
Nous vous tiendrons au courant.

Bonaventure

Chômeurs

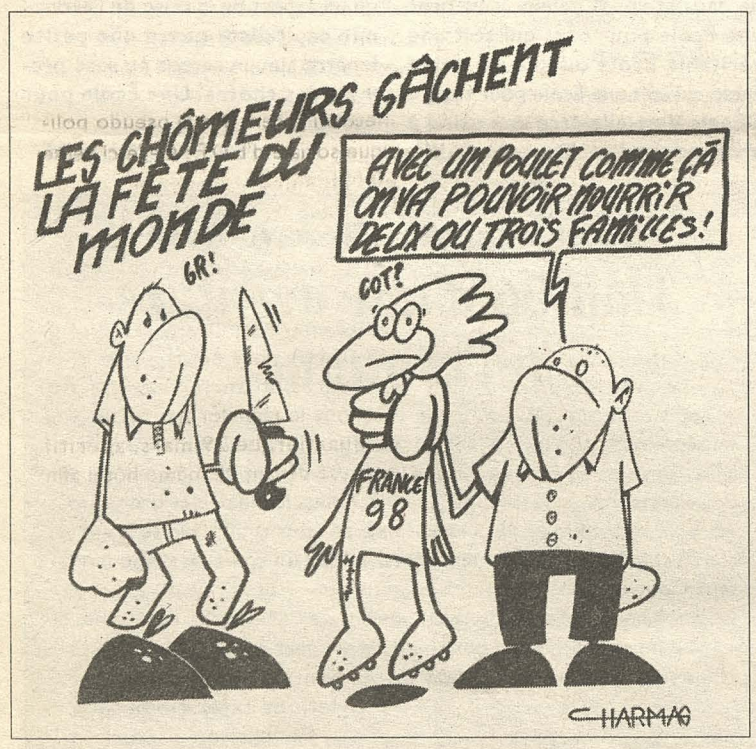
La lutte des chômeurs est incontestablement l'événement social de l'année. Élément novateur par rapport au mouvement social de décembre 1995, il n'a pas répondu à une provocation du type « plan Juppé». La lutte s'est déclenchée « toute seule», par le simple fait que la vie des plus pauvres est arrivée aux limites du supportable dans un monde où une petite minorité étale pourtant d'opulentes richesses.
En traitant par la matraque et le mépris les revendications légitimes portées par ce mouvement, la gauche au pouvoir a une nouvelle fois battu en brèche les vains espoirs de ceux et celles qui penseraient encore pouvoir échapper à la précarisation de leur avenir par un simple changement de gouvernement. Une conclusion s'impose: il est nécessaire de rompre avec les mortelles habitudes de délégation de pouvoir, d'aller au charbon et d'agir soi-même.
Même si elle ne fait plus, depuis des mois, la une des grands médias, la lutte des sans-emploi n'est pas terminée: elle s'est installée dans la durée. Pour éviter les manipulations politiciennes, des collectifs autonomes de chômeurs ont émergé dans de nombreuses villes.
Nous vous proposons ici un modeste bilan, partiel et provisoire, de ce mouvement et de la forte implication des anarchistes en son sein.

Bordeaux: L'assemblée générale vire les dirigeants autoproclamés

Depuis 1993 (au sein du collectif A.C!-Gironde), nous avons participé à beaucoup d'actions sur les transports, des réquisitions de logements, de nourriture, etc. A.C ! Gironde a eu un fonctionnement particulier : tous les jeudis nous tenions un forum, un lieu de débats libres et ouvert à tous, par ailleurs nous n'avions pas de bureau constitué. Cet hiver, au plus fort du mouvement, nous nous réunissions sur les marches du palais de justice afin de décider des actions à entreprendre. Certains se sont autoproclamés porte-paroles du mouvement auprès des média. Tant que les actions dominaient l'actualité, personne n'a rien dit, mais dès que le mouvement est «retombé», les discussions sur le fonctionnement interne ont repris. Au cours d'une A.G. «agitée», il leur a été rappellé qu'ils n'avaient jamais été mandaté à ce sujet.
Les associations deviennent-elles le service public des chômeurs ?
Cela me paraît être le débat le plus important à l'heure actuelle, les institutions gouvernementales ou locales ont besoin d'interlocuteurs institutionnalisés. Et aussi parce qu'une partie des organisations de chômeurs cherchent une reconnaissance officielle (et les subventions qui vont avec).
Ce qui implique un fonctionnement différent et risque de déposséder les chômeurs-précaires de leur parole. D'autre part, parce qu'il faut l'avouer, certains chômeurs nous considèrent comme un recours face aux institutions, ils se positionnent comme des utilisateurs, des consommateurs. Ils viennent chercher une aide pour remplir des dossiers, pour négocier avec la préfecture, les institutions sociales, etc. Comment organiser l'entraide sans tomber dans l'institutionnalisation ? Si on veut dépasser les banalités, la question est complexe.

Nancy - Lyon: Ouvrir une «maison des ensembles», un lieu de vie et de lutte

À Lyon, nous sommes parti très en retard (fin janvier), c'est avec l'occupation d'anciens locaux de l'A.N.P.E. que le mouvement a pris. Les chômeurs travaillaient avec les organisations les plus connues (A.C !) sans y adhérer véritablement, les plus présents ont rapidement discerné les organisations qui jouaient le jeux et celles qui avaient des visées politiques. Au plus fort de l'occupation, il y avait jusqu'à 300 personnes et de nombreuses initiatives ont été prises : contacts avec les sections syndicales dans les entreprises de la région, réquisition dans les supermarchés, actions pour les transports gratuits, etc. Au moment du reflux du mouvement, comme partout, la police a évacué l'ancienne A.N.P.E. Dès cet instant la problématique du collectif a été de rechercher un « lieu » pour exister. Ils ont été accueillis (difficilement) à la bourse du travail par la C.G.T., par nous à la librairie «la plume Noire» ou par la C.N.T. Comme partout, le reflux n'a pas sonné la fin du mouvement, les discussions ont commencé et les fractures avec A.C ! et la C.G.T. sont apparues. Les objectifs immédiats sont d'ouvrir une « maison des ensembles » à Villeurbanne afin d'ouvrir un lieu de vie et des permanences et ainsi rester autonome. Pour les anarchistes en général, ce mouvement nous a permis de constater l'attrait et l'adhésion que les pratiques libertaires rencontraient dans la population (souvent peu politisée), quand elles sont ancrées dans le mouvement social.
Sur Nancy, chronologiquement, le mouvement s'est aussi structuré autours de la recherche d'un lieu de vie. Nous en avons d'ailleurs occupé plusieurs pendant ces quelques semaines. Les institutions nous ont souvent proposé des subventions, mais le collectif a refusé. Accepter ce deal, c'était perdre toute autonomie et les pratiques que nous avions réussi à mettre en place. Très rapidement, une scission est apparue entre les pratiques des organisations de gauche, d'extrême-gauche et le pôle libertaire.
L'autogestion des luttes nous paraît être primordiale, alors que les communistes et les trotskistes ont refusé et combattu ouvertement (dès la première assemblée), les A.G. décisionnelles et souveraines. Les élections les préoccupaient beaucoup plus que la condition des chômeurs et des précaires, ils utilisaient le mouvement afin de promouvoir leurs candidats.



Grenoble: en sommeil après l'hiver, le mouvement redémarre le 1er Mai

Si les actions ont démarré dès décembre avec l'occupation d'une antenne A.S.S.E.D.I.C., le mouvement a vraiment démarré avec l'arrivée de nombreux chômeurs/précaires non encartés en janvier. Les libertaires ont donc profité de ce renfort afin de proposer un fonctionnement débarrassé des manœuvres politiciennes (notamment des trotskistes). Bien sur, tout le monde peut venir, mais les pratiques actuelles font que la récupération du mouvement est devenue quasiment impossible.
En sommeil, le mouvement a redémarré le 1er mai par une occupation devant la préfecture. La plus grande victoire de ce mouvement a été de prouver qu'un mouvement social fort peut exister (sur Grenoble) sans être assujetti à l'extrême-gauche/verte locale.

Marseille: Nous avons manqué d'audace, la population attend un changement social profond

Ce sont les comités de chômeurs de la C.G.T. qui ont démarré les actions avec l'occupation des antennes A.S.S.E.D.I.C. Au début, la C.G.T. a été surprise par l'ampleur du mouvement, mais rapidement, ils ont «placé» des hommes à eux afin de contrôler les revendications et les prises de paroles. Nous avons été trop timides, alors que nous avions des propositions concrètes à proposer: des transports gratuits, des logements décents pour tous, etc. En imposant ses revendications, la C.G.T. a imposé aussi une pratique de lutte qui n'est pas autogestionnaire. Quelques tentatives pour inverser la situation ont eu lieu avec A.C !, mais sans suites.
La demande de changement est énorme. Mêmes s'ils ne parlent pas encore de révolution, les gens attendent que socialement les choses bougent radicalement. Ils ont compris que le réformisme (ou les élections) menait dans une impasse, ne changeait rien sur le fond. Actuellement, ceux qui collent des affiches «Y en a Marre, faut que ça change », ce sont les militants du Front national. C'est donc à nous d'avancer nos thèmes, nos pratiques, nos objectifs de «révolution». Sinon c'est le F.N. qui imposera le contenu de ses « changements », dont nous savons bien où ils mènent. Ils seront suivis, parce que le ras-le-bol est trop fort.
À nous de ne plus avoir peur d'afficher une perspective révolutionnaire dans les mouvements sociaux.

Saint-Etienne : des transports gratuits pour tous !

Après le discours de Jospin, le collectif s'est focalisé sur le problème des transports. Même si nous tenions à garder une approche globale de la situation (lutte contre le capitalisme), cette revendication nous a intéressé, car nous l'avons élargie à des transports gratuits pour tous !
En effet, lors de distribution de tracts sur les marchés, nous nous étions rendu compte que la population accueillait certaines revendications du collectif « fraîchement », elle les jugeait trop «corporatistes». Notre objectif est de connecter les problèmes des chômeurs/précaires avec ceux des salariés. Nous ne pouvons pas couper le mouvement des chômeurs des salariés qui ne sont souvent pas mieux lotis socialement. Nous pensions que la C.G.T. s'opposerait à cette revendication très radicale, mais nous avons été soutenu par les cheminots (S.U.D.) qui ont proposé d'élargir cette revendication des transports urbains à la gratuité sur le réseau S.N.C.F.

Besançon: Par hasard, nous avons séquestré le député

Comme partout, le premier objectif des chômeurs a été de trouver un local. Le jour où nous occupions la Mairie, un député passait – par hasard –, nous l'avons séquestré. Évidemment, la situation s'est rapidement débloquée. Les chômeurs ont eu un local en partie parce que A.C ! en assurait la gestion « officielle ». Rapidement une fracture s'est faite entre A.C !, la C.G.T. et les chômeurs non encartés, les manœuvres des premiers étant vraiment trop grossières et les chômeurs refusant de perdre le contrôle de leurs actions, de leurs décisions.
La plupart n'avaient pas de pratiques «militantes», ils ont appris en avançant. Il y avait des discussions assez longues, car les séances servaient d'exutoire avec une ou deux fois des propos «racistes».
Retrouver la parole, c'est aussi exister de nouveau socialement, retrouver de la dignité. Mais l'apprentissage s'est fait, leur volonté de rester libres les a obligé à être vraiment responsables de leur lutte, de leurs actions. C'était plus long, mais plus fort, d'autant que comme partout, ils ont eu le sentiment d'être compris par la population.
Après une accalmie, aux alentours du 1er Mai, le mouvement est reparti à propos de la suppression d'une aide au logement distribuée par la Mairie (P.S.).

Poitiers: carte santé et café philo pour tous !

Poitiers est une ville à forte implantation tertiaire, universitaire, mais où la ruralité est aussi présente. La misère existe aussi à la campagne. Depuis deux ans, les libertaires revendiquaient la carte santé pour tous ! C'est ce travail préparatoire qui nous a permis, quand le mouvement a pris de l'ampleur, de proposer une pratique, des revendications concrètes dont la finalité égalitaire étaient perceptible par tous. La carte santé permet à ceux qui ne travaillent pas de bénéficier des avantages que procurent le « tiers payant» ou une mutuelle. Ainsi, les précaires peuvent bénéficier de

en luttes

soins préventifs sur toutes les maladies qui réapparaissent avec la misère.
M. Monory refusait de l'attribuer automatiquement, car cela implique la gratuité des soins pour les RMIstes. On a occupé la « chambre de commerce », puis la D.I.S. (équivalant de la D.A.S.S. pour le Conseil général). L'évacuation s'est mal passée (plusieurs blessés), nous avons été virés par l'ensemble des forces du désordre étatique, municipales (P.S.), etc. Cette bavure nous a finalement servi, puisque Monory et le maire sont venus nous chercher afin de négocier. Même si les actions sont retombées, le collectif s'astreint à des discussions régulières au sein d'un café philo.

Perpignan : chômeurs, précaires... on a des questions plein la tête

Nous avons réussi à obtenir un local assez rapidement, un vrai lieu de vie et de libre expression où les Dazibaos et autres affiches servent de décoration. Nous avons eu des contacts avec des jeunes qui sont venus dans le cadre de leurs cours discuter avec nous et éditer un magazine sur le chômage. Avec des lycéens nous avons imprimé quelques tracts en directions des étudiants, le lien ne s'est pas totalement fait. Nous sommes aussi intervenus en prenant la parole lors de concerts. Pour la manif du 7 mars nous avons refusé de rejoindre telle ou telle concentration nationale, mais nous avions pris l'initiative d'une manif à Perpignan, refusant ainsi d'être récupéré par les uns ou part les autres. Nous avons défilé derrière une banderole « qui sème la misère, récolte la colère ». Nous avons participé à deux réunions hexagonales de collectifs autonomes. Par ailleurs, nous avons constaté qu'au début beaucoup de chômeurs se disaient « apolitiques ». Le mouvement, la parole libérée leur a permis de prendre conscience de beaucoup de choses. Aujourd'hui, nous avons plein de questions dans nos têtes sur l'état du mouvement et sur les suites à donner.

Limoux : les premiers coups de matraques (socialistes) nous ont aidé à ouvrir une cantine de chômeurs

Le succès du mouvement sur Limoux et sa région s'explique par le passé de luttes locales (C.G.T. - Paysans) et par les pratiques de luttes menées par les libertaires et une partie du milieu associatif très actif dans cette région. Involontairement les socialistes – en interdisant les premières actions et en distribuant des coups de matraques aux journalistes – ont aidé à la popularisation du mouvement. Pour s'excuser, « on » nous a donné un local avec téléphone, fax, etc., et depuis on tient le coup. Nous avons ouvert une cantine réservée aux travailleurs, aux chômeurs, aux précaires en luttes. On récupère de la bouffe grâce aux ruraux. En milieu rural la pauvreté existe, mais elle prend des formes différentes. « On » travaille énormément pour rien, ils rament économiquement. Dans le collectif, il y a beaucoup de « ruraux », il est vrai que la Confédération paysanne fait un gros travail sur la précarité en zone rurale, contre l'agriculture intensive ou la culture du maïs transgénique. Nous avons aussi rencontré beaucoup de femmes qui constatent – comme nous – qu'elles sont les premières à faire les frais de la crise. En perdant leur travail, elles perdent leur autonomie. Pour elles, c'est un retour à des conditions de vie que leurs mères, voire leurs grand-mères, avaient combattues.

Montpellier - Dijon : Les chômeurs ont aussi le droit à la culture

Le fait d'être chômeur-précaire ne nous transforme pas forcément en « animal ». À Dijon et à Montpellier, les collectifs ont ajouté à des revendications communes à beaucoup d'autres villes le droit à la culture : gratuité d'accès à certains lieux culturels ou tarifs très réduits (20 F).

Creuse : Réquisition de terres à Guéret

Dans un premier temps, la Mairie et la Préfecture nous ont prêté un petit local. Ils espéraient ainsi désamorcer le mouvement, les décideurs (étatiques ou syndicaux) ne voulaient plus de « désordres » et de drapeaux noirs dans Guéret. Le rapport de force n'étant pas en notre faveur, nous avons accepté. Cela nous a permis de donner une minimum de culture sociale et politique à la plus part des participants du collectif qui en avait quasiment aucune. Nous ne pouvons que constater une baisse très importante du sens de l'action collective dans une large frange de la population, souvent les cas personnels prennent le pas sur l'intérêt collectif. Les politiciens le savent et jouent la division au sein du collectif.
Actuellement, la lutte a pris d'autres formes : au centre de Guéret, il y a un terrain qui appartient à la Caisse d'épargne. Nous l'avons réquisitionné, défriché et planté de salades, de carottes, etc.
Malgré les consignes des chefs (P.C.F.), la base du collectif participe activement à la gestion de ce lieu. La population ne se contente plus de discours, elle voie bien qui agit et comment. La creuse, c'est petit et c'est pauvre, tout se sait vite, avec ce jardin non seulement on va nourrir ceux qui en ont besoin en redistribuant des légumes, mais on se réapproprie les économies de la Caisse d'épargne.

Evreux : les grains de pollen fleurissent-ils au printemps ?

On sait bien qu'un mouvement comme celui qui a rassemblé chômeurs, précaires et certains salariés a des pics et des creux. À Evreux comme ailleurs, un des premiers objectifs de la lutte a été d'obtenir un local de la Mairie (P.C.F.). Le maire a cru profiter du creux social pour nous l'enlever, il a échoué (voir M.L. du 4 juin 1998). D'où l'importance d'avoir – pendant les creux – des lieux pour mener des débats, des discussions, pour se poser des questions sur le mouvement et aussi pour assurer des permanences. Si

comme le disent beaucoup de chômeurs : « notre situation n'est plus tolérable, la société va dans le mur », c'est à nous de les amener à rechercher des solutions de rechange. Le collectif a donc, organisé une quinzaine de « réflexions », pendant lesquelles nous avons reçu : des représentants du Chiapas, une délégation de personnes licenciées d'Auchan du Havre. Nous avons monté des conférences sur : l'histoire du 1er Mai, l'économie. Nous organisons aussi des projections de films. Pendant cette période, nous avons aussi accueilli la 2e rencontre des collectifs de chômeurs autonomes et indépendants.

Rennes - Paris 18e : EDF nous doit plus que la lumière

À Rennes, l'initiative est partie de la C.G.T., puis d'A.C!. Très rapidement, nous avons proposé que seules les A.G. soient décisionnelles, les commissions devant impérativement rendre compte aux A.G. Les chômeurs ont rapidement appréhendé les différences de fonctionnement pendant les luttes. Ils ne supportaient plus les actions « foireuses » où l'encadrement s'agitait sans rien faire de concret. Bref, ils ne voulaient plus être récupérés !. Donc la C.G.T. et A.C! sont partis et le collectif s'est constitué.
Le mouvement est constitué d'individus qui appartiennent aux organisations de leur choix, mais en aucun cas ils ne doivent être les courroies d'une politique décidée ailleurs. Le collectif a beaucoup travaillé sur les rapports entre E.D.F.-G.D.F. et la précarité. L'objectif serait de passer d'un traitement individualisé (une action au cas par cas) à une revendication et des actions collectives. Nous avons lancé une action forte de propagande sur ce thème.
En janvier, un groupe de chômeurs envahit l'agence E.D.F. située boulevard Barbès (Paris 18e). Une plateforme revendicative est présentée au directeur de l'agence, qui nous renvoie vers la Mairie du 18e (P.S.) qui nous dirige vers la Mairie de Paris, puis vers la Préfecture pour enfin revenir à E.D.F. Paris-Nord. Aucun compromis ne sera trouvé, huit jours plus tard, les gardes mobiles interviennent. Réunis en A.G., dans les locaux de Droits Devant ! (dans le 18e), le « collectif des occupants de l'agence E.D.F.-Barbès » voit le jour.
Nous travaillons principalement pour « le droit à l'énergie pour tous ». Nous éditons des tracts (E.D.F. nous doit plus que la lumière), puis des pétitions destinées à M. Alphandéry (P.D.G. d'E.D.F.). Nous lançons une campagne contre les coupures : nous invitons, lors d'occupations ou de diffusions, les personnes en difficulté à se faire connaître auprès des services sociaux et de la cellule d'urgence d'E.D.F. Nous essayons de mettre l'accent sur la pseudo politique sociale d'E.D.F. : Celle-ci verse 60 M.F. à des organisations caritatives alors que les coupures lui rapportent 180 M.F. Serait-ce la misère qui finance la politique sociale d'E.D.F ?
Le 15 mars (jour des élections régionales), nous occupons pendant 11 heures un ancien hôtel, nous voulions le transformer en maison de quartier. Le 29 mars, apéritif organisé devant ce même hôtel afin de remercier les riverains de leur soutien (très actif). Depuis le collectif mène en parallèle actions et réflexions (sur la notion de service public).

Synthèse réalisée par les Relations extérieures de la Fédération anarchiste

Action des chômeurs dans la région de Limoux

Coins et recoins de la mondialisation

Le terme de mondialisation fait couler beaucoup d'encre et de salive. Mais si le mot circule partout il est chargé de sens et de valeurs contradictoires. C'est l'exemple type du concept « bouc émissaire » qu'il est pratique de charger de tous les maux du monde sans savoir précisément ce qu'il recouvre tant sa réalité est diffuse et anonyme. Pour compliquer le tout, le mot « mondialisation » recouvre en français deux réalités différentes.

D'abord il fait référence au fait que le monde, c'est-à-dire l'humanité répartie sur les continents est un tout et fonctionne comme un système dont chacun des éléments, chacun des lieux et des acteurs est dépendant et influencé par les autres. Une sécheresse en Russie oblige par exemple cet État à acheter du blé aux fermiers américains subventionnés par leur gouvernement. Cela va peut-être permettre au parti du président de gagner les élections sénatoriales dans le Middle West, grâce aux voix des agriculteurs. Mais cet accord va faire perdre de l'argent au paysans de Beauce ou d'Australie qui vont réduire les emblavures l'année suivante et essayer d'obtenir des primes de leurs gouvernements qui n'auront pas su défendre assez leurs intérêts. Dans ce sens aucune communauté humaine n'est jamais seule et à l'écart du reste du monde. Même dans l'isolement apparent (Irak par exemple) les États participent au système monde ; le temps de l'autarcie est terminé. Cela ne conduit pas d'ailleurs à plus de solidarité mais à plus de compétition.

D'autre part la mondialisation c'est l'échange généralisé entre les différentes parties de la planète l'espace mondial étant réduit par la dictature économique à un marché mondial, ce que les anglo-saxons appellent la « globalisation ». Cette globalisation n'est pas un enjeux du futur elle est déjà en place. Reste à savoir si la mondialisation nous conduit d'un marché à une société mondiale et globale ou si au contraire l'accélération des changements conduit à un dérèglement du système-monde et au basculement dans un autre système.

Un espace économique mondial

La conséquence de la mondialisation est le passage des échanges internationaux à l'échange mondial. Le monde en bonne théorie classique se doit d'être un marché généralisé ; l'espace de l'économie doit être continu et transparent. C'est cet espace ou plutôt ce réseau d'une économie mondiale. que le G.A.T.T. par une succession de « rounds » de négociation entre États à mis en place depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Le processus est arrivé a terme en 1995 avec la disparition du G.A.T.T. au profit de l'Organisation Mondiale du Commerce qui doit veiller a ce que les règles du capitalisme libéral soient respectées à l'échelle du monde, au profit de quelques pays développés et particulièrement des États-Unis.

Le monde de l'économie a acquis une autonomie presque complète par rapport aux autres domaines de l'activité humaine particulièrement par rapport au pouvoir politique. L'indépendance de banques centrales des États par rapport gouvernements en est l'exemple. Cette autonomie repose sur l'idéologie néo-libérale comme base unique des politiques économiques. Elle a conduit à la création de firmes transnationales pratiquement découplées de toute dépendance à un territoire national qui se jouent des frontières et acquièrent progressivernent des compétences (de défense avec des armées privées par exemple) qui étaient jusque là du ressort exclusif des États. Elle a aussi favorisé l'émergence d'une sphère financière totalement détachée d'un territoire comme l'illustre la circulation des capitaux. Sept grandes bourses (Londres, New York, Chicago, San Francisco, Tokyo, Hong-Kong, Singapour et Bahrein) réalisent un anneau qui ceinture la Terre profitant des fuseaux horaires pour réaliser la cotation en continu du marché des actions.

Quand on dort à Londres le marché de Tokyo fonctionne puis le relais est pris par Hong-Kong et Singapour. S'il importait finalement peu pour les Incas ou les anciens Grecs que la Terre soit ronde ou plate, il est devenu nécessaire pour les « traders » qu'elle soit ronde afin que le soleil ne se couche jamais sur le marché de l'argent.

Centre et périphérie du monde

La conséquence des rapports de forces est la production d'inégalités sociales et spatiales, et donc à l'échelle du monde, de centres qui dominent et de périphéries plus ou moins dominées et exploitées. Il n'y a pas un centre unique de l'économie-monde mais trois centres, à la fois concurrents, partenaires et alliés (États-Unis ; Europe occidentale ; Asie orientale autour du Japon) qui réalisent à eux seuls et entre eux 85 % des échanges mondiaux. Ils fonctionnent en réseau et profitent de relais, sous forme de centres secondaires d'importance continentale, dans les pays du « Sud » (Brésil, Afrique du Sud, ou Australie et Nouvelle-Zélande par exemple). Ces trois centres que l'on appelle communément la Triade représente représentent 20 % de la population du monde mais 80 % des richesses. Ce contrôle du pouvoir économique entre trois centres s'est affirmé dans les années 1990 avec la fin de l'affrontement entre bloc communiste et bloc capitaliste libéral et de la très forte bipolarisation géopolitique qu'il engendrait. Depuis, le capitalisme a triomphé dans tous les pays, y compris ceux qui s'affirment encore communistes comme la Chine. Mais cette victoire semble bien incertaine. Les vainqueurs de l'affrontement idéologique sont hantés par le chômage, la dégradation de l'environnement et les conséquences du progrès technique (du nucléaire aux organismes génétiquement modifiés). La chute de l'U.R.S.S. les a privés d'ennemi et ils ont bien du mal à s'inventer un avenir. Ce genre d'angoisse métaphysique épargne il est vrai la majeure partie de l'humanité qui peuple les périphéries du système et pour qui trouver de quoi se nourrir est le problème principal de l'existence.

Un monde de villes

Sur toute la planète, la population se concentre dans les villes, particulièrement dans les plus grandes d'entre elles, au-delà d'un million d'habitant. Plus encore, ces métropoles au nombre de 300 (17 au début du siècle) concentrent désormais l'essentiel des activités, du pouvoir et de la production. Elles fonctionnent en réseau et le monde se structure autour d'un archipel de villes géantes dominé par trois « grappes de villes » les mégalopoles qui sont de véritables régions urbaines et que l'on retrouve dans les trois centres de la Triade, dont elles constituent le cœur. Par exemple, la mégalopole du Nord-Est des États-Unis, qui s'étend de Boston à Washington, concentre pouvoir politique (la capitale fédérale ou le siège de l'O.N.U.), financier (la bourse de Wall street), économique (siège du F.M.I. et de la banque mondiale), intellectuel (universités de Harvard ou du M.I.T.), mais on y trouve aussi nombre des sièges des grandes entreprises multinationales ainsi que des médias qui façonnent l'opinion mondiale.

Ces villes géantes sont ingérables, particulièrement au Sud (Mexico, Sao Paulo, Le Caire, Lagos, etc.). Elles créent de manière gigantesque de la pollution, de la violence et de la criminalité, de la corruption. Elles enferment dans des ghettos que secouent périodiquement des émeutes, toujours plus violentes, la masse des exclus sans perspective d'avenir. La crise des villes du Sud se retrouve de plus en plus dans celles du Nord dont elle semble annoncer l'avenir. La croissance urbaine représente le triomphe de la concentration que la mondialisation a dopé. La moitié de la population de la planète réside désormais sur 3 % des terres émergées et la moitié de la richesse mondiale est produite sur 1 % des terres. La conséquence de la mondialisation est ainsi que d'immenses étendues terrestres restent presque vides ou le redeviennent, comme dans le cas de certaines campagnes du monde occidental.

L'avenir incertain

La stabilisation du monde autour d'un « nouvel ordre mondial » sous domination américaine apparaît aujourd'hui comme une vaste farce, un mélange de la propagande des États-Unis et des fantasmes de certains qui avaient cru lire dans la chute de l'U.R.S.S. la « fin de l'histoire ». Ce qui est certain aujourd'hui c'est que l'avenir est incertain. Les bouleversements considérables qui ont lieu depuis quelques dizaines d'années et ceux à venir annoncent probablement le passage d'un système à un autre. La dynamique qui domine actuellement est la mondialisation de l'économie de marché et du capitalisme. Leurs dominations écrasantes ne signifient pas pour autant qu'il s'agit du modèle des temps à venir. La théorie des systèmes nous apprend que le passage d'un système à un autre se fait par l'intermédiaire d'une « catastrophe » c'est-à-dire d'un emballement du système qui donne naissance à un autre. Avec toutes les réserves que suppose la transposition d'un modèle scientifique dans le domaine social et politique, cela ressemble fort à ce que nous appelons révolution.

Franck Gombaud

Les nouvelles Terres inconnues

L'exploration du monde achevée, les derniers blancs remplis sur les cartes, c'est le temps du monde fini qui a commencé. Tous les lieux ont été reconnus, sont nommés et appropriés, sous une forme ou une autre, par des États. Où que l'on aille, il y a une autorisation à demander, et la personne que l'on risque de croiser au milieu de l'Amazonie guyanaise ou du Sahara est souvent un gendarme ou un soldat.
Dans le même temps les progrès des techniques, transports et télécommunications, réduisent les distances, Les États-Unis sont à trois heures d'avion de la France et l'on envoi des hélicoptères dans l'Himalaya ramener à la maison de petits juges pour des histoires minables de politique intérieure, On peut savoir à tout instant, et immédiatement, ce qui se passe à l'autre bout de la planète. C'est comme si le monde diminuait. Il donne le sentiment de devenir petit et homogène, avec une ébauche de culture commune à base de jeans et de coca, comme s'il ne devait bientôt plus former qu'un seul « village mondial ».

Les recoins du monde

Or existent, parfois tout près des centres du système mondial, des régions entières rayées de la carte. Ce qui s'y passe vraiment est un mystère complet, les statistiques sont fausses, leurs populations meurent dans l'indifférence. Ce sont les espaces oubliés de la mondialisation, les lieux qui ne comptent presque pas en raison de la faiblesse de leur poids économique. Souvent des conflits armés et sanglants s'y éternisent et des pays entiers sombrent dans le chaos et la misère sans que cela préoccupe grand monde. C'est le cas du nord de la Somalie, du Timor (Indonésie), du centre du Cambodge et du Laos, de la Guinée, du Liberia, des Andes péruviennes ou boliviennes, etc. Qui sait se qui se passe au Soudan, où la répression du pouvoir extrémiste musulman de Khartoum n'en finit pas de se battre contre les rebelles du sud. Les populations y sont déplacées, l'esclavage est à la mode, et l'aide internationale est distribuée par le biais d'organisation islamiques qui ont troqué le « food for work », cher aux organisations caritatives, par le « conversion for food ».

La fabrique de l'exclusion

Il ne suffit pas cependant d'énumérer les « angles morts » de la mondialisation, même si c'est pour les déplorer. Il faut prendre conscience que la mondialisation est une fabrique d'exclusion. Elle accentue les différences plus qu'elle n'uniformise la surface de la Terre, et surtout n'y égalise les conditions de vie des Hommes. À toutes les échelles, elle fabrique un « monde utile » qui monopolise le pouvoir, la richesse et l'innovation, et des « mondes inutiles » ou vivent les marginalisés et les exclus, qu'ils soient nomades touaregs laminés aux confins d'un Sahara confisqué au nom de la réalisation de l'idéal étatique, ou pauvres des grandes métropoles occidentales, de New York à la banlieue de Paris. Les archipels du monde utile se développent et prospèrent, à l'abri de leurs chiens de garde (médias, police, armée), dans un monde d'exclusion qui vaut bien en obscurité les *terrae incognitae* des anciennes cartes.

F.G.

Chine : national-communisme et libéralisme économique vont en bateau

Pour la premiere fois depuis la répression sanglante des événements de Tiananmen intervenue le 4 juin 1989, un président « démocrate » des États-Unis, Bill Clinton, se rend en voyage officiel en Chine et ce après avoir brûlé à l'avance les cartouches qui auraient pu lui servir de monnaie d'échange. En effet, c'est dès le 3 juin qu'il a annoncé le renouvellement pour un an de l'octroi à la Chine de la clause de « la nation la plus favorisée », et sa conseillère pour l'Asie au sein du Conseil national de sécurité, Sandra Kristoff avait préalablement déclaré à la fin du mois d'avril : « Cette année nous avons constaté de grands progrès sur la question des droits de l'homme en Chine. » Les dissidents et autres tibétains apprécieront !

C'est à cette même date de fin avril que pour la première fois depuis la « crise des missiles » de l'été 1995 – la Chine et Taïwan ont renoué contact au plus haut niveau, le gouvernement chinois ayant affirmé vouloir une « réunification pacifique » dans une perspective à long terme.

Les dirigeants américains et taïwanais seraient bien inspirés de lire le livre de Richard Bernstein et Ross Munro (1). Pour ses derniers, la Chine est entrée dans une période de « restauration de la grandeur nationale » : obsession de la question de Taïwan, nationalisme exacerbé allié à un anti-occidentalisme foncier ; voila ce que révèlent les documents internes à la nomenklatura chinoise sur lesquels ils appuient leur thèse. Puissance nucléaire opérationnelle, procédant à un important effort militaire grâce à la coopération de la Russie et disposant de la deuxième réserve mondiale de devises, la Chine apparaît effectivement à la recherche d'une position hégémonique en Asie impliquant l'effacement de la puissance américaine.

De lourdes restructurations

Cette volonté de restauration de la grandeur nationale est également un moyen pour le pouvoir en place de détourner la colère du mouvement social qui gronde. Vingt ans après le lancement par Deng Xiaoping de sa politique de réformes économiques, une nouvelle génération est arrivée au pouvoir avec pour mission d'approfondir cette politique tout en préservant l'essentiel : l'hégémonie du parti communiste. Au sein de la troïka qui tient actuellement les rênes du pays : Jiang Zemin, qui cumule les postes de secrétaire général du PCC, de président de la République et de président de la Commission militaire centrale, Li Peng, ancien premier ministre et désormais président du parlement, et Zhu Rongji, nouveau premier ministre intronisé le 17 mars 1998. C'est ce dernier qui est actuellement sur le devant de la scène.

Zhu Rongji est un technocrate cassant, fonceur, partisan d'un centralisme autoritaire, ce qui lui vaut les inimitiés à la fois des barons des provinces côtières et des dirigeants des entreprises d'État qu'il veut sevrer de la manne des crédits faciles. Sa mission : le bond en avant de la privatisation. L'Etat doit conserver la pleine maîtrise d'un millier de gros conglomérats dans les secteurs dits stratégiques (défense, énergie, hautes technologies, infrastructures). Au niveau intermédiaire dans les entreprises moyennes et grandes « non stratégiques », l'État accepte de n'être plus qu'un partenaire de référence aux côtés de nouveaux partenaires. Enfin au niveau inférieur, l'État est invité à se désengager d'une multitude de petites entreprises dont la privatisation est envisagée sans état d'âme, programme qui s'est déjà traduit par une cascade de fusions, acquisitions et faillites. Le point névralgique c'est le démantèlement de l'industrie d'État : déficitaire à 70 %, avec des pertes augmentant de 10 % par an, équivalant actuellement à 1,3 % du P.I.B., elle absorbe les trois quarts des crédits et son insolvabilité croissante porte à 30 % le montant des créances douteuses sur le total des encours, fragilisant ainsi tout le système bancaire. Mais ce sont 120 000 entreprises qui sont concernées, employant 120 millions de travailleurs et représentant encore 30 % de l'activité industrielle. Leur restructuration va entraîner le licenciement de 30 millions de leurs salariés, couplée avec la mise à pied de la moitié des 8 millions de cadres du gouvernement et du parti communiste dépendant de l'administration centrale. Et ce, dans l'espace de trois ans !

Or dans ces entreprises d'État, chaque travailleur bénéficiait – même si c'était lié à un contrôle étroit de la vie professionnelle et privée – de tous les avantages liés à son statut : logement, soins médicaux, éducation, vacances. Tout cela est peu à peu démantelé, non seulement pour ceux qui se retrouvent à la rue – 10 millions de personnes cette année – mais aussi pour ceux qui continuent a travailler : incitation à acheter les logements ou loyers majorés, soins et éducation payants, obligation d'acheter des actions de la société, seul moyen permettant de conserver le statut d'ouvrier d'État.

Contestation sociale

Conséquence : augmentation accélérée du chômage, population flottante énorme, doublement de la criminalité pour cause de précarité et de baisse de revenus, accidents de travail de plus en plus graves, conditions de sécurité précaires, la situation contient tous les éléments d'une violente explosion sociale. C'est l'analyse qui a été développée ce 29 avril devant des responsables syndicaux par Wei Jianxing, membre permanent du bureau politique du P.C.C. et par ailleurs secrétaire général du seul syndicat autorisé, le syndicat officiel A.C.F.T.U. : « Le pays risque à tout moment de succomber à une flambée d'agitation sociale. Les autorités se préparent à faire face à des désordres généralisés. » (2) En effet, grèves, manifestations ouvrières et soulèvements paysans se multiplient mais sans liens entre eux, la police omniprésente étouffant dans l'œuf toute tentative d'organisation au niveau national qui ne serait pas contrôlée par le parti communiste, lequel craint comme la peste que toute revendication sociale puisse déboucher sur un plan politique.

Trois exemples parmi d'autres. Le 20 mars 1994, l'avocat Zhou Guoqiang est arrêté et condamné à trois ans de camp de travail pour avoir fait imprimer des T-shirts portant l'inscription : « Droit aux syndicats indépendants pour les travailleurs ». Libéré le 20 janvier 1998 il a été arrêté à nouveau à la date symbolique du 1er Mai. Lu Wemming et Guo Baosteng sont arrêtés, eux, en mai 1994 à Shenshen, la plus importante des zones économiques spéciales, qui jouxte Hong-Kong, où ils avaient constitué un syndicat indépendant de défense des travailleurs migrants, édité un journal pour leur faire connaître leurs droits et mis sur pied une école du soir. Détenus deux ans et demi dans un centre de police sans inculpation, leur procès se tiendra en novembre 1996 et au terme du verdict rendu le 29 mai 1997 ils sont condamnés tous les deux à 43 mois de prison pour avoir « par des réunions et la rédaction d'articles encouragé l'opposition au parti communiste ainsi qu'au système socialiste et entrepris d'inciter à la contre-révolution. De telles activités sont considérées comme un complot visant à renverser le gouvernement. » (3) Le 9 février 1998 est procédé a l'expulsion vers les États-Unis de Wang Bingzhang. Exilé depuis une vingtaine d'années aux États-Unis, ou il anime la revue *Printemps de Pékin*, il est rentré clandestinement fin janvier via Macao et a noue des contacts avec une dizaine de dissidents pour jeter dans la clandestinité les bases d'un parti politique dissident.

Hong-Kong

Cette poussée de contestation explique que, malgré la rétrocession intervenue le 1er juillet 1997, la Région autonome spéciale de Hong-Kong reste une entité séparée hermétiquement de la Chine continentale et la frontière a même été renforcée.

Certes, le 4 juin, la commémoration des événements sanglants de la place Tiananmen a pu se tenir et 40 000 personnes ont répondu présent à Victoria Park, malgré une pluie torrentielle, et entendu un message à distance de Wei Jingsheng : « Si la population de Hong-Kong parvient à maintenir avec fermeté cette petite enclave démocratique, cela sera essentiel pour la démocratisation de la Chine. » (4) Certes, Han-Dongfang, un des fondateurs de la Fédération autonome des ouvriers de Pékin en mai 1989, déchu de sa nationalité et en exil depuis quatre ans à Hong-Kong, anime chaque semaine sur « Radio free Asia » une émission en direct ou il répond aux questions des ouvriers du continent. (5) Certes, le 24 mai a bien eu lieu l'élection du premier conseil législatif de l'après-rétrocession avec un taux de participation de 53 %, soit 17 points de plus que du temps de l'administration britannique. Et les partis démocrates ont recueilli 60 % des bulletins de vote dans les circonscriptions soumises au suffrage universel, malgré un tronçonnage défavorable, leur assurant 15 des 20 sièges à pourvoir, mais à l'exception du *China Daily*, le quotidien de langue anglaise destiné aux étrangers, la presse chinoise du continent n'a soufflé mot du résultat des élections, si ce n'est le *Quotidien du Peuple* dans un simple entrefilet en page intérieure, et la télévision en dernier titre des informations nationales, en omettant de signaler le score des démocrates et le fait que ces élections étaient multipartites. La majorité au Conseil législatif est pro-Pékin puisque 30 sièges sont réservés aux collèges professionnels et 10 sont pourvus par le gouvernement, soit les deux tiers de la totalité des sièges. L'arsenal législatif répressif a été renforcé : l'armée peut intervenir pour assurer le maintien de l'ordre public, la police peut intervenir si elle juge qu'il y a menace sur la « sécurité nationale », concept purement arbitraire, tout comme celui de « subversion » dirigée contre le gouvernement central, ainsi que le permet l'article 23 de la Loi fondamentale (6), et qui pourrait s'appliquer par exemple à un simple appel à la démocratie sur le continent. Les membres des partis démocrates n'ont pas le droit de franchir la frontière séparant Hong-Kong du continent, et il est interdit aux organisations politiques d'établir des liens avec des organisations politiques étrangères, avec risque d'extension possible aux syndicats indépendants. On assiste au grignotage de la liberté d'expression par le biais du chantage aux recettes publicitaires ou le durcissement des poursuites en diffamation contre les journalistes.

C'est également la dégradation des droits économiques et sociaux avec les délocalisations, la perte d'emplois industriels qui, liées à la forte baisse du marché immobilier et de l'indice boursier Hang Seng ayant entraîné de nombreuses faillites et des fournées de licenciements sans préavis, ont brusquement augmenté le taux du chômage, marginal jusque là, alors que l'impôt sur les sociétés est stable, lui, à 19 %.

Finalement autocratie communiste et ploutocratie capitaliste font bon ménage, et si de nouvelles explosions de violence sont prévisibles, le chemin qui mène à l'émancipation sociale apparaît encore bien long à parcourir !

J-J Gandini

(1) *Chine-États-Unis : danger*. éditions Bleu de chine Paris 1998, 268 p, 149 F

(2) *Courrier International*, 14 mai 1998

(3) *La lettre d'information*, n° 99, 1er juin 1998 ; bimensuel édité à Paris par la « commission internationale d'enquête du mouvement ouvrier et démocratique contre la répression en Chine »

(4) *Le Monde*, 6 juin 1998.

(5) Il édite aussi un bulletin en langue chinoise diffusé chaque mois à l'intérieur de la Chine à des milliers d'exemplaires. Traduction anglaise, et française depuis mars 1997 sous le titre « Bulletin des travailleurs Chinois » 61, rue des Archives, 75003 Paris

(6) Mini-constitution en vigueur à Hong-Kong.

30 ans après 68, quel projet social ?

« Le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste a-t-il jamais signé plus joli coup ? Son débat sur le thème "30 ans après 68, quel projet social ?" s'est joué à guichets fermés, malgré l'affiche alléchante de Brésil-Maroc. » Ainsi commençait l'article de l'Est Républicain du jeudi 18 juin, consacré à cette dernière conférence. Clin d'œil à la coupe du monde de football mis à part, cela témoigne d'une certaine reconnaissance de l'implantation de notre groupe dans la réalité sociale, fruit d'un travail échelonné sur un quart de siècle.

Les trente ans de 68 nous ont amené à organiser une confrontation avec Daniel Cohn-Bendit et Jean-Pierre Duteuil, d'autant que leurs parcours sont totalement différents. Philippe Pelletier et Yves Peyraut complétaient la palette libertaire. L'organisation de cette réunion nous a valu quelques critiques, principalement celle d'offrir une tribune à un sale réformiste. Elles nous semblent révélatrices d'une tendance encore trop présente dans le mouvement libertaire faite à la fois d'une peur de la confrontation et de la sécurité qui consiste à prêcher devant des convertis.

Un débat controversé

Le débat était circonscrit autour de quatre thèmes : l'organisation économique et le travail, l'organisation politique et la démocratie, les enjeux internationaux et l'Europe, et enfin la problématique écologique.

Philippe Pelletier ouvrit le feu en soulignant l'importance du projet libertaire. Pour lui, la réponse à l'accroissement formidable des inégalités est l'autonomie des individus et de la société par la gestion directe, le refus de la délégation de pouvoir, le mandatement précis, révocable, ponctuel. Pas de chèque en blanc!

Après avoir évoqué la chute du mur de Berlin et la décomposition-recomposition de l'U.R.S.S. et de la gauche communiste, il définit le moment présent comme une période charnière qui peut être favorable à la montée des intégrismes politiques et religieux. Il achève son exposé sur le combat contre le Front national qui pour nous doit se mener sur le terrain des luttes sociales, dans le quotidien, en fédérant nos luttes et non dans l'impasse électorale.

Jean-Pierre Duteuil, après avoir précisé qu'il est en accord avec Philippe sur le projet libertaire, aborda le thème réforme-révolution. Il rappelle que les réformes sont le plus souvent des réponses que les tenants de l'ordre apportent sous forme de concessions pour calmer le jeu.

Il analyse enfin l'idée de révolution en soulignant que ses fondements – les gens n'auraient que leurs chaînes à perdre – étaient erronés. Les gens se mettent en mouvement pour un ordre autre que s'il n'y a pas de risque de tomber dans quelque chose de pire. Il y a eu le stalinisme, le fascisme, et, souligne-t-il, cela pose le problème du projet politique qui ne peut en aucun cas être marxiste-léniniste, vieille idée maintenant battue en brèche et qui redonne de l'intérêt au projet communiste libertaire. On ne peut aborder selon lui ce projet en circuit fermé, en chapelles, l'idéal est de l'aborder à l'intérieur de tous les mouvements sociaux.

La réponse libertaire, c'est produire pour nous et redonner un tout autre contenu au problème du travail. Un peu provocateur, il suggère que le problème du XXIe siècle ne sera peut-être pas de créer du travail mais d'en supprimer. Pas par soumission aux technologies, mais de manière volontaire, autogérée. Pour lui, une société adulte est une société capable de dire quelles technologies elle utilise, comme quels sont les critères qui font que l'on les accepte ou non, et quel effort cela demande de faire telle ou telle production, c'est-à-dire quel mode d'organisation sociale cela suppose.

C'est maintenant au tour de Daniel Cohn-Bendit qui, après s'être défini ironiquement comme le réformiste de service, rebondit sur les propos de Jean-Pierre Duteuil. Il juge la position des révolutionnaires commode. Ils se considèrent comme des réformistes plus efficaces et, rêvant d'une autre société, ils peuvent dire merde à la société ambiante qui pour beaucoup n'est pas si folichonne. Il admet que ce qu'on appelle les acquis a été obtenu par des luttes sociales. Mais qu'est-ce qu'on fait quand on a le sentiment que la majorité de la population n'adhère pas au projet révolutionnaire ? Il veut une société capable de proposer aux gens une mobilité intellectuelle leur permettant d'apprendre plusieurs métiers, au cours de leur vie, tout en étant rémunérés. Cela nécessite, pour lui, un État qui rend cela possible.

Selon lui, une société doit créer l'égalité des possibilités. Il se déclare donc pour le droit de vote des immigrés. Enfin sur le chômage, il est favorable à une diminution du coût de la protection sociale. Il propose l'introduction de l'écotaxe, c'est-à-dire taxer la consommation d'énergie.

Pour Yves Peyraut, de la C.N.T., l'idéologie libertaire est pour lui un pari sur la liberté, c'est également une volonté, un projet personnel, une ambition. Il juge que le syndicalisme s'est enlisé dans la participation aux institutions proposées par l'État : « On est passé du drapeau rouge au tapis vert ». Les salariés français ont oublié selon lui une de leurs grandes traditions, celle de l'action directe, sans médiateurs, sans médiation. Si la C.N.T. participe à des luttes quotidiennes, réformistes, elle a d'autres ambitions. Il rappelle alors les statuts de la C.N.T. qui a pour objectif la transformation sociale de la société, la suppression du salariat, la syndicalisation des moyens de production et le remplacement de l'État par un organisme issu du syndicalisme et géré par l'ensemble de la société.

Pour la première fois, des libertaires ont pu s'exprimer à Besançon devant près de 400 personnes, même si manifestement une bonne partie de l'assistance s'était déplacée sur le nom de Cohn-Bendit. L'avenir nous dira si leur message a été bien reçu.

groupe Proudhon

Naturisme et anarchisme

Des la fin du XIXe siecle, des naturiens – Zisly en particulier – prônaient une certaine nudité (encore théorique) dans la perspective du retour à l'état naturel. En 1891, Elisée Reclus disait : « Les vêtements doivent tomber ». Dans la presse anarchiste du début du siècle, André Lorulot, E. Armand, Ch. Auguste Bontemps, Eugène et Jeanne Humbert, etc., furent d'ardents défenseurs ou propagandistes de « Vivre nu ».

Ainsi, E. Armand écrivait : « Revendiquer la faculté de vivre nu, de déambuler nu, de s'associer entre nudistes, c'est affirmer son droit à l'entière disposition de son individualité corporelle. C'est proclamer son insouciance des conventions, des morales, des commandements religieux, des lois sociales qui nient à l'humanité, sous des prétextes divers, de disposer des différentes parties de son être corporel comme il l'entend. Contre les institutions sociétaires et religieuses, la revendication nudiste est l'une des manifestations la plus profonde et la plus consciente de la liberté individuelle. (...) »

Qu'en est-il presque cent ans plus tard ? La possibilité de vivre nu, en France, est un peu plus grande – bien qu'encore strictement réglementée –, mais nombreux sont ceux et celles qui n'ont pas encore fait cette démarche. Nous vivons toujours, en 1998, sous la coupe d'une morale judéo-chrétienne dont nous avons bien du mal à nous défaire. Par exemple, à quoi sert un maillot de bain ? Ni à se réchauffer, ni à se rafraîchir. C'est désagréable une fois mouillé, et c'est long à sécher. La Mode, il est vrai, a toujours quelques maillots de bain d'hypocrisie à nous vendre... Mais d'où vient cette survivance textile grotesque si ce n'est d'une morale chrétienne, décrétant que le sexe était sale et diabolique (sauf pour procréer !) ? Et pourquoi se plier encore aujourd'hui à ce diktat ?

La pudeur, que l'on voudrait nous faire croire naturelle, est toujours inculquée par l'éducation, la société, la morale dominante. Montrer ses seins en public était chose courante au XVe siècle ; mais malheur à celles qui, dans le même temps, osaient dévoiler une parcelle de cheville !

Beaucoup de peuples primitifs vivaient nu. Les hommes utilisaient parfois des protèges-sexes ; simple question de bon sens. Il est normal, en effet, de protéger les endroits du corps les plus fragiles lorsqu'on vit en milieu hostile ou agressif, tout comme il est normal de s'isoler du froid.

Le naturiste, en se libérant d'un imbécile morceau de tissu, se libère donc de siècles de morale débilitante, et retrouve le plaisir de vivre nu au contact de l'eau, de l'air, du vent. Son corps redevient une entité, un bloc compact où la morale n'intervient plus. Hautement symbolique, ce maillot que l'on jette aux orties n'est pourtant qu'une toute petite partie du naturisme, le haut de l'iceberg. Car se mettre nu, c'est aussi se mettre à nu, et accepter de redessiner nos relations avec les autres. Ceux et celles qui ont déjà pratiqué le naturisme en groupe le constatent : les relations qui s'établissent entre les personnes sont très différentes, basées sur le respect d'autrui, en dehors de toute morale, en dehors de tout regard imposé. Les hommes par rapport aux femmes, par exemple, perdent beaucoup de leur machisme. C'est dans cette recherche d'une harmonie nouvelle, qui ne dépendrait que de l'être humain, que naturisme et anarchisme vont de pair.

On ne peut libérer une société qu'en se libérant soi-même, physiquement et intellectuellement. Ensuite, il faut tenter d'inventer de nouvelles règles de jeu, tant au niveau de l'organisation sociale qu'au niveau des relations humaines. Les anarchistes individualistes du début du siècle l'avaient bien compris, lorsqu'ils intégraient le naturisme dans leurs préoccupations. Dommage que ce discours se soit peu à peu effacé ! D'autant que nous assistons, en ce moment, à un retour en force du puritanisme, conservateur par essence.

Autre point essentiel du naturisme, la relation de l'être humain avec la nature. Nature oubliée, terre que l'on souille et qui, pourtant, nous permet d'être vivant. Le respect de l'individu et sa liberté passent, pour chaque naturiste, par le respect de la nature qui l'entoure. C'est une autre façon de marcher sur le sol, au propre comme au figuré. Nu dans la nature, on se souvient brusquement que nous ne faisons qu'un avec elle, qu'elle peut nous blesser comme nous pouvons la blesser. Les anarchistes (qui sont les premiers « écologistes ») ne peuvent qu'être d'accord avec cette démarche.

Mais comment vivre en naturiste dans cette société ? (on peut aussi se poser la question : comment vivre notre anarchie dans une société qui nie l'individu ?) La nudité publique étant un délit, il n'y a pas grand choix. Les naturistes, en France, sont « tolérés », s'ils ne sortent pas d'un cadre établi (au contraire de l'Allemagne, par exemple, où il est fréquent de voir des hommes et des femmes prendre le soleil nus, dans les parcs des villes !).

Mais il existe quand même, en France, des espaces de liberté où le naturisme est respecté et vécu dans l'intégralité de son sens : des clubs (autogérés par des bénévoles) où souffle encore un esprit libertaire ; des campings où les gens ne s'entassent pas, etc. Le problème est la récupération, une fois de plus, de certains marchands peu scrupuleux. La Fédération française de naturisme (qui fédère clubs et centres de vacances), se trouve tout naturellement dominée par ceux qui voient dans le naturisme « touristique » une nouvelle manière de faire du fric.

Dans ce contexte, les anarchistes ont un rôle à jouer : soutenir l'émergence d'un mouvement naturiste libertaire, non marchand et autonome.

Cathy Ytak et Dominique Petit.

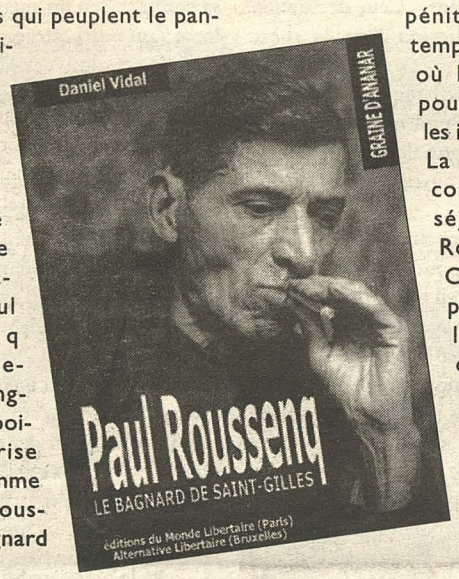
Pour en savoir plus, sur internet :
http://perso. club-internet. fr/ytak/naturism.html.
(pages proposés par les sites anarchistes « l'En-Dehors » et « Ephéméride Anarchiste »).

LECTURE

Paul Roussenq, le bagnard de Saint-Gilles. Daniel Vidal

C'EST UNE HEUREUSE ET poignante surprise que les responsables des éditions du *Monde libertaire* et d'*Alternative libertaire* nous ont réservée avec le premier ouvrage (1) de leur toute nouvelle collection de brochures, intitulée « Graine d'ananar » et consacrée à des personnages qui, par leur vie, leurs écrits ou leur participation aux événements révolutionnaires qui ont secoué l'Histoire, auront marqué le mouvement anarchiste français ou international.

Surprise heureuse, en effet, car le personnage évoqué ici demeurait jusque-là inconnu au bataillon des personnalités qui peuplent le panthéon libertaire, et c'est le premier grand mérite de Daniel Vidal, auteur du texte, de l'avoir tiré de cet oubli tragique où Paul Roussenq demeurait depuis trop longtemps. Mais poignante surprise aussi car, comme l'indique le sous-titre, « le bagnard de Saint-Gilles », la vie rebelle de l'homme qui nous est présenté là, avec surtout ce qu'il aura à payer pour son courage et sa fidélité à un engagement sans détours ni compromis, nous laisse une fois encore secoué, ému et révolté tout à la fois. Vous découvrirez les raisons pour lesquelles Paul Roussenq, fils d'ouvriers agricoles du Gard, passera plus de vingt années de son existence en prison et surtout au bagne, dont dix de cachot. Elles vous feront apprécier à sa juste valeur, souhaitons-le, la grande humanité de notre déjà grande et belle République des droits de l'homme, fière et généreuse, du temps des colonies pénitentières, du temps de Cayenne où l'on envoyait pourrir et crever les indésirables.



La période qui couvre le long séjour de Paul Roussenq à Cayenne n'est pas sans rappeler, bien sûr, cet autre grand bagnard du mouvement libertaire, Marius Jacob. La même détermination, la même subordination, les semblables condamnations et lourdeur de peine, son combat acharné auprès de l'administration pénitentiaire pour faire entendre sa voix et lutter contre les conditions de survie scandaleusement déplorables imposées aux déportés, aussi une correspondance avec sa mère, qui cependant ne vivra pas assez longtemps pour avoir la chance, comme celle de Jacob, de revoir son fils au retour du bagne.

Un militant presque oublié

De retour dans sa région après une campagne en sa faveur, Paul Roussenq continuera son combat contre une société inique et les pourrissoirs réservés à ceux qui n'en acceptent pas les règles. Cela amènera les communistes de sa région à tenter habilement de l'utiliser à leur profit, sans grand succès. Car après un voyage effectué au pays dit faussement « des soviets », Roussenq fera savoir, à travers un long article, dont un extrait nous est offert ici, la réalité de l'imposture bolchévique.

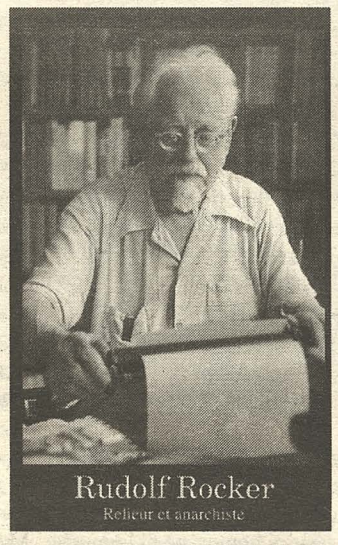
À 64 ans, Paul Roussenq se donnera la mort, comme Marius Jacob devait le faire lui aussi, après avoir passé les dernières années de sa vie à prendre la parole dans des conférences organisées par les groupes anarchistes, dans le sud de la France principalement.

C'est une vie bien remplie, droite et digne, qui nous est offerte ici en lecture. Il faut remercier chaudement Daniel Vidal, mis sur la voie de ce bagnard oublié de presque tous par de vieux militants libertaires gardois, et qui a su faire preuve d'une saine et fructueuse curiosité pour mener cette recherche et effectuer ce travail qu'aucun historien professionnel n'a jamais fait, et pour avoir su nous offrir ce texte émouvant, rédigé d'une plume chaleureuse et belle qui nous fera regretter que ce camarade n'écrive pas plus souvent.

Lisez, dans une nouvelle collection, cette première brochure, première réussite. C'est d'un intérêt constant et c'est surtout, de la part de son auteur, avoir fait œuvre de justice envers un homme debout que de nous permettre de faire enfin sa connaissance.

Floréal

(1) Paul Roussenq, le bagnard de Saint-Gilles. Éditions du *Monde libertaire* (Paris) et Alternative libertaire (Bruxelles). Prix: 20 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



La Fédération anarchiste vient d'éditer une cassette vidéo (42 mn), *Rudolf Rocker, relieur et anarchiste*.

Né à Mayence en 1873, Rudolf Rocker fut l'un des militants les plus connus du mouvement anarchiste et anarchosyndicaliste allemand.

Il reste cependant peu connu en France, lacune que vient combler ce film

En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 120 F.

Une projection de ce film aura lieu le 4 juillet au POUM, 31, rue Farcot à Saint-Ouen (93) à 16 heures.

Libération des femmes et projet libertaire

VOILÀ UNE BROCHURE BIEN intéressante à glisser dans votre sac à dos pour ne pas bronzer idiot cet été. Dès les premières pages, on entre dans le vif du sujet. Le capitalisme est passé à la loupe pour mettre à jour ses répercussions sur le patriarcat et la famille. Même si les auteurs rappellent que le patriarcat est antérieur au capitalisme, ils mesurent les effets dévastateurs d'une double exploitation patriarcale et capitaliste sur les femmes, dénonçant le règne de la femme-objet dans lequel nous vivons. Rien à redire sur cette première partie qui suffit à légitimer l'écriture d'une telle brochure aujourd'hui. L'étude est précise, rigoureuse et les mécanismes de cette double exploitation sont clairement démontés; fournissant ainsi aux lecteurs/lectrices de vrais arguments pour une analyse libertaire pointue du système que nous combattons tous les jours.

Les enseignements de l'histoire

Si toutefois nous nous sentions un peu découragés par ce tableau sombre de la situation actuelle, la deuxième partie est là pour nous rappeler d'où nous venons. C'est très difficile aujourd'hui de trouver une brochure sur la libération des femmes qui remonte avant les années 70, ou alors il s'agit d'une brochure historique qui du coup s'arrête à cette période. Ce n'est pas une des moindres qualité de celle-ci d'avoir su rappeler ce fil directeur qui guide les anarcha-féministes depuis deux siècles pour arriver en plus jusqu'aux productions récentes généralement ignorées dans cette Histoire. C'est rassurant de lire que les anarcha-féministes ont mené des combats sur le sujet dés le XIXe siècle. Rassurant aussi de savoir qu'elles étaient loin des débats de salon et qu'elles se sont toujours coltinées à la réalité des conditions de vie des femmes. Important aussi d'apprendre que cette lutte n'est jamais allée de soi vis-à-vis des camarades militants anarchistes. À la lumière de ces informations, on comprend mieux la difficulté que l'on a aujourd'hui dans nos organisations à faire accepter la légitimité de nos luttes. On s'explique mieux aussi la permanence de cet engagement dans le mouvement anarchiste envers et contre tout. Cela nous permet sûrement de nommer plus facilement notre spécificité anarcha-féministe en s'inscrivant dans une histoire qui a compté et a démarré bien avant les années 70 et a toujours marché sur ses deux jambes : anarchisme et féminisme.

Au centre de cet héritage se trouvent deux mots-clé : « révolution » et « individu ». C'est au nom de cette révolution à venir qui résoudrait tout, que les anarcha-féministes se sont souvent vues priées d'attendre le grand jour pour poser leurs revendications qui d'ailleurs ce jour-là seraient satisfaites. Mais, c'est également au nom de cette révolution qu'elles ont orienté leurs combats sur des terrains très rupturistes. C'est au nom de l'émancipation de l'individu (préoccupation essentielle des anarchistes) que peu à peu un glissement s'est opéré qui a permis d'asexuer le débat autrement dit de lui donner comme référence implicite l'homme. Mais c'est au nom de cette émancipation que les anarcha-féministes se sont trouvées plus à même de se construire comme sujets politiques capables de dire « je ». Il semble essentiel de savoir cela pour comprendre notre richesse, spécificité et les obstacles que l'on rencontre dans nos luttes.

Bien sûr, nous n'y échappons pas, *flash back* sur le mouvement de libération des femmes des années 70. Là encore, le propos est vivifiant. Il ne s'agit pas de narrer les faits mais d'analyser leurs conséquences, carences et apports. Retour sur les deux héritages essentiels de ces années : « le privé est politique » et à ce niveau, les anarchistes devaient être à même de réduire l'écart entre le discours et les actes; et deuxième héritage fondamental, ce mouvement a apporté une autre façon de militer, de prendre la parole et de hiérarchiser les groupes. Mais notre héritage de cette période, c'est aussi la fin du mouvement en queue de poisson. L'intégration rapide aux institutions.

Il était bon de rappeler cela car c'est aujourd'hui la problématique à laquelle nous sommes confrontées comme anarchistes dont le combat se situe en dehors des institutions et comme féministes parfois tentées par l'actualité de faire le pont durablement avec les féministes en dehors du mouvement anarchiste.

Où en est-on aujourd'hui ?

On aurait peut-être aimé lire plus d'analyses, de questionnements sur cette problématique. Quelques lignes supplémentaires sur l'état du mouvement féministe aujourd'hui et les regroupements de ces dernières années auraient été les bienvenues. Ce manque est peut-être révélateur d'un malaise mais cette analyse distanciée fait défaut pour que cette brochure remplisse pleinement son rôle d'outil de lutte.

Retour enfin pour terminer la brochure sur la construction des genres sociaux et la famille aujourd'hui. Ce thème traverse le mouvement anarchiste et la mouvance radicale alternative contemporaine et est porté à la fois par des femmes et par des hommes. Nous sommes là sur le terrain de l'antisexisme thème très présent actuellement.

Ce travail de déconstruction des genres sociaux n'est évidemment pas incompatible avec nos luttes d'anarcha-féministes il semble même aujourd'hui redynamiser certains regroupements de personnes sur la question. Là encore on peut regretter de ne pas avoir lu quelques lignes sur les perspectives et les risques de glissements de ces engagements qui parfois jettent le flou sur la mixité, non-mixité et l'élaboration d'une pensée autonome des deux genres sociaux, l'histoire des anarcho-proféministes restant à écrire dans une large mesure.

En conclusion, on ne peut que conseiller la lecture de ce voyage sur la planète libertaire et féministe qui comme le souligne cette brochure, s'il en était besoin, ne manque pas d'Histoire et d'actualité.

Muriel R. Groupe Emma Goldman et Commission femmes de la Fédération anarchiste.

Libération des femmes et projet libertaire. O.C.L. éditions Acratie, 1998. 150 p. 60 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*.

Il y a 150 ans, le Manifeste du parti communiste

Le Manifeste est présenté comme une théorie de la classe ouvrière fondée sur le matérialisme historique, mais, chez Marx, on ne trouve nulle part ni de définition de ce qu'est une classe, ni de définition de ce qu'est le matérialisme historique ; on ne trouve même pas l'expression : « matérialisme historique ». L'un des pivots du matérialisme historique, les rapports entre « l'infrastructure » économique et la « superstructure » idéologique, est à peine esquissé dans le Manifeste. Marx se borne à indiquer que les changements matériels entraînent des changements idéologiques.

L'idéologie bourgeoise est un masque derrière lequel « se cachent autant d'intérêts bourgeois ». Marx ne tient pas compte, d'une part, du fait que l'idéologie peut devenir, une fois constituée, une force matérielle, et, d'autre part, qu'il n'y a pas toujours adéquation entre intérêts de classe et idéologie. Il reconnaîtra ces faits quelques années plus tard, dans Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte et dans Les luttes de classe en France. Dans ces deux textes, il apparaît que la lutte entre les deux fractions de la bourgeoisie d'alors, les orléanistes et les légitimistes, ne peut se limiter à des contradictions purement économiques. La lutte entre les deux camps, dit alors Marx, s'explique par « la superstructure d'impressions, d'illusions »… Bien que la division de la société en classes antagonistes reste une des clefs de l'analyse de la société, elle apparaît comme une méthode insuffisante pour appréhender le réel dans sa totalité.

La classe ouvrière

La classe ouvrière est une catégorie en constante mutation. L'organisation des prolétaires en classe, dit Marx dans le Manifeste « est à tout instant brisée de nouveau par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse plus forte, plus solide, plus puissante ». A cette époque, Marx croit que le machinisme « efface de plus en plus les différences du travail et ramène presque partout le salaire à un niveau également bas ».

La misère croissante de la classe ouvrière, conséquente de l'extension du machinisme, n'est pas une vue de l'esprit. L'ouvrier du Manifeste vivait dans une misère qu'aucune législation ne venait tempérer. Là se trouve sans doute une des clefs du succès de ce texte, qui évoque avec indignation les conditions terribles d'exploitation de la classe ouvrière de l'époque. Là se trouve aussi l'une de ses limites. En effet, on peut se demander où le prolétaire trouvera la capacité politique et l'énergie pour renverser la société capitaliste, s'il est vrai que « l'ouvrier moderne, au lieu de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend de plus en plus au-dessous des conditions de la propre classe ». Le Manifeste répond à cette question par un acte de foi en l'immanence de la justice dans l'Histoire. C'est une vision essentiellement religieuse, où le prolétariat, après une longue évolution faite de souffrances, sera devenu digne de réaliser le salut de l'humanité.

Or, l'histoire montre que ce n'est pas dans les périodes de crises que se forge la conscience révolutionnaire, mais dans les périodes d'essor. Le premier mobile des prolétaires vivant à la limite de la misère est de survivre. On sait maintenant que la misère, l'incertitude devant l'existence, peuvent détourner une fraction importante de la classe ouvrière du socialisme et le pousser vers le fascisme.

La bourgeoisie

Dans le Manifeste, la bourgeoisie n'est ni homogène ni immuable. Marx distingue d'une part le grand capitaliste, le capitaine d'industrie, et d'autre part les « anciennes petites classes moyennes, les petits industriels, les petits commerçants et les petits rentiers, les artisans et les paysans ». Ceux-là, dit-il, « sombrent dans le prolétariat ».

Le Manifeste décrit de manière tragique la ruine de l'artisanat industriel à une époque où la révolution industrielle introduit le machinisme. Cette description apocalyptique ne correspond pas à la réalité car grande industrie et artisanat ont cohabité et ont établi des relations d'interdépendance, de division du travail. Le schéma d'une société divisée entre grande industrie socialisée et artisanat prolétarisé mérite d'être sérieusement reconsidéré. De plus à côté des classes moyennes traditionnelles se sont constituées de nouvelles classes moyennes directement nées de l'évolution du mode de production capitaliste.

La persistance de couches moyennes, voire leur extension, constitue une donnée essentielle de l'analyse critique du capitalisme, qu'aucune stratégie révolutionnaire aujourd'hui ne peut éluder.

La conscience socialiste

Il y a une coupure très nette entre Marx et ses successeurs sur la question de l'acquisition de la conscience socialiste par la classe ouvrière. Dans le Manifeste, les communistes « n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement prolétarien » ; ils ont, précise-t-il, « sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien ». Les conceptions des communistes « ne reposent nullement sur les idées, sur des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions effectives d'une lutte de classes qui existe, d'un mouvement qui s'opère sous nos yeux. »

Le Manifeste souligne le rôle important joué par les théoriciens bourgeois ralliés au socialisme mais ne leur attribue pas un rôle de dirigeant du mouvement ouvrier. Ils ne font qu'exprimer de façon précise ce qui se trouve déjà contenu dans l'action du prolétariat. Ce ne sera pas le cas de Karl Kautsky, pour qui « la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classes du prolétariat et non quelque chose qui en surgit spontanément » ; le socialisme émane des intellectuels bourgeois qui le communiquent « aux prolétaires intellectuellement les plus développés », idée que Lénine reprendra presque mot à mot dans Que faire ?

Le programme

Si la théorie de la révolution esquissée tout d'abord dans le Manifeste semble retirer à l'intervention humaine toute validité, la partie programmatique du texte, dans le chapitre II, restitue à la classe ouvrière implicitement au moins une certaine capacité d'initiative en admettant qu'il n'est pas nécessaire que le capitalisme parvienne au terme de son évolution pour amorcer une transformation socialiste de l'économie.

Il faut, pour cela, que la classe ouvrière utilise les armes que la bourgeoisie met à sa disposition pour imposer un programme socialiste.

Le Manifeste est avant tout un texte destiné aux Allemands, aux militants de la Ligue des communistes émigrés à Londres. Il faut donc que la politique préconisée s'applique non seulement à la métropole capitaliste du moment, l'Angleterre, mais aussi à l'Allemagne. Dans la lutte contre l'absolutisme, les révolutionnaires allemands attendaient peu de chose de la bourgeoisie allemande, mais la dialectique de l'histoire veut qu'une révolution bourgeoise est une étape incontournable. C'est pourquoi le Manifeste précise que « la révolution bourgeoise allemande ne peut être que le prélude immédiat de la révolution prolétarienne ». Cette déclaration est en contradiction avec la thèse marxienne des formes successives d'évolution du capitalisme : la possibilité d'une révolution prolétarienne est envisagée en Allemagne alors que le capitalisme et la classe ouvrière y sont à peine développés.

Le Manifeste ne dit rien sur la forme politique du régime instauré après la prise du pouvoir, il ne dit rien non plus sur la forme de l'organisation de la classe ouvrière. Si on s'en réfère aux deux premiers points du programme de la Ligue des communistes en Allemagne, datant de mars 1848, il y a tout lieu de penser qu'il s'agira d'une république centralisée de type jacobin fondée sur le suffrage universel, qui, Marx et Engels en furent toujours convaincus, assurerait la domination politique du prolétariat c'était là un des principaux points de désaccords entre Bakounine et Marx.

Le gouvernement réalisera son programme grâce à des « empiétements despotiques sur le droit de propriété et les conditions bourgeoises de production ». Ce programme, manifestement inspiré du socialisme d'État de Louis Blanc et de celui de Pecqueur, allie des mesures concrètes à des vœux parfaitement utopiques et vagues, tels que la disparition progressive de « l'opposition entre la ville et la campagne ». En fait, le projet qui est contenu dans ce programme est une société mixte s'apparentant à tous les programmes socialistes réformistes du XXe siècle.

Les fondateurs du socialisme dit scientifique ne mettront pas longtemps pour renier leur programme moins d'un an non pas parce qu'il n'était pas assez radical, mais parce qu'il l'était trop !

La question des alliances

La critique anarchiste du marxisme commence avec celle du Manifeste effectuée par Bakounine. Le révolutionnaire russe accusait Marx de s'être inspiré du socialisme d'État de Louis Blanc, ce qui mettait Marx en fureur. Bakounine avait en particulier dénoncé l'illusion que le suffrage universel pouvait être un moyen de réalisation du socialisme. Le détail de la critique de cette illusion est complexe, mais réduit à l'essentiel on peut dire, d'une part, que le fait que le prolétariat soit majoritaire n'est pas déterminant pour Bakounine, et, d'autre part, qu'une stratégie électorale implique des alliances avec la bourgeoisie radicale ou supposée telle, ce qui signifie l'inévitable édulcoration du programme ouvrier. Toute la critique bakouninienne de Marx reposera sur ce constat :

« L'absurdité du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur, toutes les expériences de l'histoire nous démontre qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde ; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même ; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité. » (III, 166)

Le Manifeste ne dit précisément rien sur la manière dont la république socialiste assurera l'avantage du prolétariat sur ses alliés petits-bourgeois.

La révolution allemande de 1848 allait fournir aux théories de Marx et d'Engels un terrain d'expérimentation exceptionnel : dès le début, ils dissolvent la Ligue des communistes, condamnent les membres de la Ligue qui fondent à Cologne une Association ouvrière qui regroupa dix pour cent de la population, condamnent ceux qui appliquent la recommandation du Manifeste de ne négliger « à aucun moment de faire éclore chez les ouvriers une conscience aussi claire que possible de l'opposition hostile qui existe entre le prolétariat et la bourgeoisie » et de refuser de « dissimuler ses idées et ses projets ».

Marx et Engels dénoncent cette politique prolétarienne, adhèrent à une organisation purement bourgeoise, l'Association démocratique, prennent la tête de la très libérale *Nouvelle Gazette rhénane* ; le programme en dix-sept points de la Ligue inspiré directement du Manifeste est jugé trop radical : « S'il parvenait un seul exemplaire de nos dix-sept points, tout serait perdu pour nous ! » s'exclame Engels de Barmen ; Engels encore redoute une activité indépendante du prolétariat allemand : « Les ouvriers commencent à s'agiter un peu », dit-il à propos des ouvriers du textile, « c'est encore tout à fait informe, mais la masse y est. Mais c'est précisément ce qui nous gêne. »

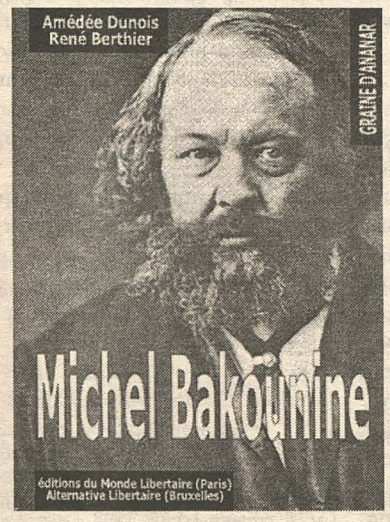
En 1848, Marx tente désespérément de réveiller la conscience de classe… de la bourgeoisie, qui ne le suit pas. Certes, la classe ouvrière allemande ne pouvait sans doute pas gagner ; la question en vérité n'est pas là.

La vraie question est : le révolutionnaire doit il abandonner le prolétariat à son sort, même s'il pense que la révolution est vouée à l'échec ? Un échec, lorsque le prolétariat fait l'expérience de son initiative autonome, n'est-il pas préférable à sa soumission à la politique bourgeoise ?

L'ironie de cette affaire est que l'auteur du Manifeste du parti communiste, pour son action pendant la révolution de 1848, sera exclu du premier parti communiste de l'histoire…

René Berthier (groupe février)

(Le texte complet de cette étude paraîtra dans Temps maudits, *la revue de la CNT, en septembre.)*



Michel Bakounine (1814 1876) est assurément un des « fondateurs » de l'anarchisme social. Ses écrits – innombrables – l'attestent. Ses actes également. En 1848, la révolution éclate à Paris et il est sur les barricades. En 1849, il est de nouveau sur les barricades, mais cette fois à Dresde. Il y rencontre Wagner et surtout les prisons prussiennes. Il est alors livré au tsar et emprisonné à la forteresse Pierre et Paul. Il y restera jusqu'en 1857. Il fera ensuite quatre ans de déportation en Sibérie et s'évadera pour New York en 1861. Fin 1861, il rejoint à Londres son vieil ami Herzen. Puis c'est la Suède d'où il tente d'organiser la révolution en Pologne. En 1868, il donne son adhésion à l'Association Internationale des Travailleurs et c'est le début d'un combat de titan contre Karl Marx. D'un coté, le socialisme anti-autoritaire et de l'autre le socialisme autoritaire. Marx l'exclut de l'internationale. Amédé Dunois nous retrace cette vie. Les idées qui l'ont animée. René Berthier, quant à lui, nous explique l'extraordinaire actualité de Michel Bakounine pour tous ceux qui aujourd'hui (comme hier) ne croient pas à « l'horizon indépassable » de la démocratie bourgeoise et du capitalisme. **Collection Graine d'ananar - 20 F.**

Histoire de la Fédération anarchiste

DANS TROIS NUMÉROS distincts de la défunte revue *La Rue*, éditée pendant près de vingt ans par le groupe libertaire Louise-Michel, Maurice Joyeux, l'un des principaux animateurs dudit groupe et de ladite revue, fit paraître trois articles contant l'histoire de la Fédération anarchiste, de l'immédiat après-guerre jusqu'à la veille des fameux « événements » dont on vient de célébrer le trentenaire. Ce sont ces trois articles que les camarades du groupe Maurice-Joyeux, dont la collection de brochures s'enrichit régulièrement de nouveaux titres, ont regroupés sous le titre d'Histoire de la Fédération anarchiste (1945-1965) (1).

La première partie (2), la plus fournie puisqu'elle compose à elle seule la moitié de l'ensemble de l'ouvrage, est sans conteste la plus « délicate ». Maurice Joyeux y raconte en effet un épisode peu glorieux, connu sous le nom d'affaire Fontenis. Cette première partie débute en 1945, à la Libération, pour se terminer en 1954, année qui mettra un terme à cette affaire ayant vu une petite bande de prétendus « communistes libertaires » aux méthodes mafieuses, sous la houlette d'un gourou médiocre et mégalomane, assouvir leurs fantasmes, anarcho-bolcheviques aux frais de la Fédération anarchiste, qu'ils laissèrent exsangue après s'être emparé de postes clés, avoir exclu à tour de bras et s'être enlisés dans des compromissions indignes et une politique de gribouille. « Oui, je sais bien, certains de nos amis se demanderont s'il est bien utile d'étaler nos faiblesses », écrit quelque part Maurice Joyeux, et le lecteur d'aujourd'hui pourra peut-être lui aussi se poser la question. À cela, l'auteur du texte répondait par avance et avec sagesse que l'ignorance des faits passés conduit bien souvent aux mêmes errements futurs. Aux militants inquiets de donner par là même sur l'extérieur une image ternie, un peu semblable à celle des organisations politiques classiques que nous combattons et au sein desquelles les luttes de tendances donnent parfois lieu à de sévères coups bas, il convient de dire l'éthique la plus élémentaire, pour conserver un petit pouvoir ou une mainmise d'ailleurs toute relative sur un secteur clé de l'organisation, sera toujours plus profitable que de taire à tout prix les chapitres peu reluisants de notre histoire.

Tirer les leçons du passé

L'aspect désagréable de l'affaire qui nous est dispensée là est toutefois atténué par l'intérêt grandement positif qui réside d'emblée dans la description haute en couleur de ce que Maurice Joyeux appelle « cette arche de Noé que fut, au lendemain de la Libération, cette étroite boutique du quai de Valmy qui servit de siège à notre Fédération ». Pour qui veut comprendre notre histoire, cette peinture que brosse l'auteur et la réflexion qui l'accompagne sont d'un intérêt capital, en même temps que la plume alerte de Maurice Joyeux rend leur lecture des plus agréables. C'est aussi l'occasion pour lui de rendre un bel hommage aux hommes qui, durant l'Occupation, à Paris comme en province, œuvraient déjà à la reconstruction future de la Fédération anarchiste, les frères Lapeyre, Voline, Charles et Maurice Laisant, André Arru, Henry Bouyé, d'autres encore, auxquels viendront se joindre, à la Libération, Suzy Chevet, Georges Vincey, André Prudhommeaux, autant de personnages dont on regrettera qu'ils ne fassent ici qu'une brève apparition, et aussi Maurice Joyeux lui-même, tous composant ce « monde un peu fou où la joie d'en finir avec un cauchemar qui avait duré quatre ans se confondait avec la certitude que la révolution n'attendait plus que nous pour construire l'avenir ».

Puis vint cette fameuse « affaire », après la période euphorique qui vit la Fédération anarchiste compter jusqu'à cinq permanents dans sa boutique parisienne du quai de Valmy. Elle nous est contée ici sans détours par l'une des victimes non consentantes de ces aventuriers sans scrupules qui allaient gaspiller lamentablement les fruits d'un travail militant respectable, vider les caisses, faire du *Libertaire* un torchon illisible et transformer la Fédération anarchiste en une vulgaire organisation politique. À la lecture de cet épisode, qui relève du mauvais polar et où entrent en scène, avec apparition d'une organisation secrète et des singeries qui en découlent, des acteurs médiocres et un premier rôle déplorable en la personne de Georges Fontenis – mythomane aujourd'hui oublié mais toujours aussi pitoyable lorsqu'il tente parfois de se rappeler à notre mauvais souvenir –, on sera peut-être surpris par l'extrême naïveté dont certains camarades de l'époque firent preuve pour se laisser ainsi abuser et dépouiller par des individus d'aussi piètre envergure. Maurice Joyeux, qui évite fort heureusement le simplisme et tente au contraire de saisir le pourquoi de cet épisode à la fois grotesque et tragique, se livre là-dessus à une réflexion et à une tentative d'explication qui méritent incontestablement le détour. Cette première partie se clôt sur le rassemblement des individus et groupes exclus, qui se réunissent alors autour de Maurice Joyeux pour relancer la Fédération anarchiste, celle qu'ils nous ont léguée, relancer le journal qui prend alors le titre de *Monde libertaire*, dans le même temps où les « révolutionnaires professionnels » auteurs du rapt sur une organisation rebaptisée Fédération communiste libertaire finissaient de se couvrir de honte en ouvrant les colonnes du *Libertaire* à de notoires salopards et en se lançant un peu plus tard, comme candidats, dans une campagne électorale présentée sans rire comme une étape incontournable dans leur « lutte des classes ».

Une reconstruction « ultra-souple »

En 1954, donc, l'équipe rescapée de cette déplorable aventure rebâtit une Fédération anarchiste laissée en ruines. Les « principes de base » sur lesquels elle va alors se fonder devront bien sûr beaucoup aux mauvais souvenirs que conservent de ce triste épisode ses principaux concepteurs. L'état d'esprit qui présidera à leur élaboration, consacrant le triomphe de l'organisation ultra-souple, sans le moindre embryon de colonne vertébrale, diront certains, sera exploité au maximum par un courant individualiste qui y déposera incontestablement son empreinte. Les anarcho-syndicalistes et les communistes libertaires n'ayant pas appris leurs classiques dans les œuvres complètes de Lénine et Trotski se rallieront alors, victimes eux aussi de l'état de choc du mouvement libertaire après la mésaventure Fontenis, à cette « solution bâtarde et inapplicable ».

Mais la seconde guerre moitié des années 50 sera aussi la période de gloire du *Monde libertaire*. Maurice Joyeux, qui en fut d'ailleurs l'un des principaux rédacteurs, affirme « qu'en dehors des *Temps nouveaux* de Jean Grave aucun de nos journaux ne fut si riche en collaborations prestigieuses ». Et s'il est vrai qu'on peut y relever les signatures d'Albert Camus, de Benjamin Perret, de Léo Ferré, d'André Breton, de Michel Ragon et d'autres personnalités de la littérature et des arts, les articles fournis alors par les militants de cette Fédération anarchiste-là, et notamment, outre l'auteur, André Prudhommeaux, Maurice Fayolle ou Maurice Laisant, ont eux aussi grandement contribué à en faire sans conteste un journal de grande valeur, au sein duquel, pour la partie technique, Suzy Chevet joua un rôle considérable. Maurice Joyeux met ici avec bonheur ce phénomène en valeur, en soulignant le rôle important joué par la forte amitié qui liait tous ces militants, de tendances diverses, aux projets sociaux parfois très différents mais guidés par ce respect et cette tolérance sans lesquels il n'est pas d'œuvre commune de qualité.

Outre le rôle important joué par un *Monde libertaire* de haute tenue, Maurice Joyeux expose, au long de cette deuxième partie du texte (3), les diverses étapes qui vont mener au rétablissement, sur des bases solides, de la Fédération anarchiste. Il souligne en particulier l'importance des tâches effectuées alors par Georges Vincey, dont il laisse un portrait émouvant. C'est aussi le moment où l'on voit apparaître le premier jeune responsable de la librairie qui va s'ouvrir rue Ternaux, non loin de l'actuelle boutique de la rue Amelot : André Devriendt, aujourd'hui toujours alerte et directeur de publication de notre hebdomadaire.

Mais cette fin des années 50 et les années 60 qui arrivent, traitées dans la dernière partie de cette brochure (4), voient naître la guerre d'Indochine, les premiers soubresauts du côté de l'Algérie, le coup d'État « soft » de De Gaulle, l'écrasement sanglant des libertés dans certains pays de l'Est, la répression franquiste qui continue. Maurice Joyeux évoque bien sûr l'action de la Fédération face aux événements, accordant une large place à l'atmosphère qui régnait à Paris et dans les milieux syndicaux et révolutionnaires dans les moments forts de la guerre d'Algérie. On lira avec un intérêt constant, par exemple, le témoignage important que fournit l'auteur sur les réactions que va entraîner le putsch des généraux d'Alger en 1961. Sait-on également que le seul meeting anti-OAS organisé à l'époque le fut par le groupe Louise-Michel à Montmartre ? Ce n'est d'ailleurs pas sans déplaisir qu'on découvrira dans cet épisode le rôle tragi-comique joué par un certain Bayot, responsable communiste du XVIIIe arrondissement... La lecture des commentaires personnels de Maurice Joyeux sur l'un des aspects de la guerre d'Algérie – le soutien qu'il convenait ou non d'apporter en France au F.L.N. – ainsi que sur les événements de Cuba, à propos desquels Gaston Leval apportera une magnifique contribution dans les colonnes du *Monde libertaire*, sera profitable, espérons-le, à ceux qui, régulièrement en mal de révolution exotique, nous refont le coup des « luttes de libération nationale émancipatrices », sans jamais vouloir tirer les leçons de quoi que ce soit.

À la recherche de la synthèse

Comme dans plusieurs de ses écrits, on trouvera là encore sous la plume de Maurice Joyeux les habituels propos peu amènes sur ceux qu'ils qualifient ici d'« anarchistes humanistes », appellation qui vise essentiellement et schématiquement les individualistes et cette frange de libertaires davantage portés vers une sorte d'éducationnisme et de perfectionnement de soi-même plutôt que vers la violence barricadière et les nécessités de la lutte des classes. L'auteur les épingle cette fois pour la part de responsabilité qu'il leur attribue dans l'opération de mainmise sur l'organisation, évoquée plus avant, par le gang de Georges Fontenis. Ces critiques, parfois féroces, sont toutefois atténuées ici par les souvenirs que Maurice Joyeux laisse ici ou là, au long de cet écrit, de quelques-uns de ces camarades. Car en effet, curieusement, tous les portraits chaleureux qu'on trouvera tracés, ceux de Vincey, de Laisant, d'Aristide Lapeyre, de Leron, et desquels se dégage une tendresse certaine, sont ceux d'individus qui tous, sans exception, appartiennent à cette tendance. À croire que l'amitié militante et les rapports fraternels croissent à mesure que l'attachement aux structures diminue... Et puis, pour contrebalancer un peu plus cet aspect fâcheux des critiques sévères adressées à cette tendance bouc émissaire, on lira aussi avec délice le savoureux rappel à l'ordre que Maurice Joyeux adresse à ces usurpateurs du « communisme libertaire » qui ignorent tout de Kropotkine, père de la doctrine, et qui régulièrement eux aussi, nous infligent et nous imposent leur charabia et leur comportement gauchiste avant d'aller bien souvent terminer leur carrière dans les officines de gauche ou d'extrême gauche pour lesquelles ils sont faits.

Oui c'est une *Histoire* à lire absolument. Histoire de ne pas oublier.

Jean Robin

(1) *Histoire de la Fédération anarchiste (1945-1965)*, de Maurice Joyeux. Éditions du groupe Maurice-Joyeux. En vente à la librairie du *Monde libertaire*. 30 F.

(2) Parue sous le titre « L'affaire Fontenis » dans le numéro 28 de la revue *La Rue*.

(3) Parue sous le titre « La reconstruction difficile de la Fédération anarchiste (1954-1960) » dans le numéro 30 de la revue *La Rue*.

(4) Parue sous le titre « La Fédération anarchiste reprend sa place parmi les organisations de gauche et d'extrême-gauche (1960-1965) dans le numéro 31 de la revue *La Rue*.

Pour l'anarchisme

Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste
Louise Michel

Des générations d'hommes et de femmes ont tenté, tant bien que mal, d'émanciper leurs sociétés des jougs de l'oppression et de l'exploitation. L'égalité est vite devenue une idée-force qui a guidé leurs pas et leurs actions.

Au cours de l'histoire s'est constitué, entre autres, le mouvement anarchiste sur des principes et des pratiques visant à la suppression de l'état et des classes économiques et sociales. L'originalité du mouvement anarchiste est d'avoir immédiatement saisi et dénoncé la non neutralité des institutions étatiques dans le combat engagé entre les forces de l'émancipation et celles de l'injustice ; d'avoir compris que l'état était loin d'être un simple outil utilisable à bon ou mauvais escient; qu'il portait en lui les germes et la cause des divisions et des inégalités; que le pouvoir n'a d'autre objet que... le pouvoir ; qu'il n'est pas un moyen mais une fin en soi.

Les anarchistes ont posé en parallèle à l'abolition de l'exploitation économique la suppression de la domination politique; considérant avec justesse qu'on ne s'empare jamais du pouvoir pour y renoncer, et qu'il faut donc renoncer au pouvoir.

L'anarchisme s'est vu rapidement confronté aux autres propositions d'organisation sociale parce qu'il a tout de suite affirmé la capacité des hommes à gérer directement leur travail, et celle des sociétés à s'autoadministrer, sans avoir recours aux spécialistes autoproclamés des gouvernements qui assoient leur domination au nom de Dieu, d'Allah, du Roi, du Parti, de la Patrie ou de la Démocratie.

Ce que certains appellent faiblesse chez l'anarchisme est en réalité sa force. Loin d'être une idéologie figée, il s'est toujours adapté à l'évolution des sociétés et des rapports sociaux, rappelant toujours, sous tous les régimes, la nécessité d'un changement social en profondeur. Prônant une révolution sociale organique, il fut et reste l'ennemi irréductible de tous les systèmes où persiste l'aliénation politique, économique et religieuse.

Ses moyens : la préparation aujourd'hui des bases et des pratiques qui devront régir les rapports dans la société de demain. L'entraide au lieu de la charité, la solidarité à la place de l'exclusion, l'autogestion pour en finir avec l'exploitation, le libre fédéralisme contre le totalitarisme des États.

Partisans d'un nouvel ordre libertaire et égalitaire, les anarchistes ne rêvent pas pour autant d'imposer un paradis terrestre. Aucune organisation sociale ne peut être parfaite, aucun système ne peut être achevé. S'opposer à une perpétuelle évolution nécessiterait d'employer les méthodes aveugles et totalitaires des régimes qui, à travers le monde, tiennent les peuples en esclavage, au nom de Dieu, du Parti ou de l'économie de marché (parfois même les trois à la fois !).

L'anarchisme n'est pas une fin de l'histoire, mais un mode de résolution du problème social autant qu'une recherche pratique permanente d'harmonie entre responsabilité et liberté, entre individu et société.

C'est pour cela que nous avons choisi de nous organiser et de militer à la Fédération anarchiste.

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un regroupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est à dire la libre association) qui garantit aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte, qui doit être fonctionnel et rationnel car nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.

Pas de hiérarchie donc, pas de chefs chez nous ! C'est à tou-te-s les militant-e-s qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeant/exécutant, la participation effective des militant-e-s aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : *Le Monde libertaire* hebdomadaire, *Radio libertaire*, seulement en région parisienne pour le moment, et la librairie Publico à Paris également. En dehors de ces oeuvres fédérales les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propres activités au niveau local.

Le fonctionnement de la fédération

Le congrès se tient chaque année, c'est lui qui décide des campagnes à mener, des prises de positions publiques et des axes d'action pour l'année à venir. C'est lui qui nomme tous les secrétaires et autres responsables fédéraux. Le mode de décision en vigueur est celui de l'unanimité, ce qui implique des débats menés jusqu'à leur terme pour déboucher sur un consensus.

Un comité de coordination, le Comité de relations, réunit chaque mois tous les responsables mandatés par le congrès dans le but de faire connaître les informations, les suggestions, les propositions pouvant émaner d'un groupe ou d'un individu, sans autre droit, pour ceux et celles qui le composent, que celui de n'importe quel autre militant de présenter propositions, suggestions, informations. Au moins trois fois, dans l'année qui s'écoule entre deux congrès, la réunion est formellement élargie aux délégués des groupes, elle devient alors un Comité de relations élargi, ceci dans le but d'échanger des points de vue, d'entamer des débats, de coordonner des activités qui concernent l'ensemble de l'organisation. C'est aussi une occasion pour s'assurer du bon respect des mandats donnés par le congrès aux responsables fédéraux.

Un certain nombre de secrétariats ont pour rôle d'assurer le bon fonctionnement de la fédération et de ses œuvres. Les secrétaires n'ont pas de pouvoir politique, ils ou elles sont mandatés pour l'exécution de mandats précis et en sont responsables individuellement devant le congrès, instance souveraine de la fédération.

Un secrétaire général est chargé d'assurer la tenue régulière du comité de coordination (Comité de relations) entre les secrétaires aux Relations intérieures, aux Relations extérieures, aux Relations internationales, à la Trésorerie fédérale ainsi que ceux qui ont la charge de la radio, des archives et éditions de la F.A. ; les administrateurs et les membres du Comité de rédaction du *Monde libertaire* en sont aussi partie prenante.

Le Monde libertaire et la librairie fédérale sont gérés par des administrateurs également nommés par le congrès, un comité de rédaction est chargé de l'élaboration du journal, il est lui aussi composé de membres mandatés par le congrès. Un bulletin intérieur sert de lien « horizontal » et d'outil de débat interne.

La F.A. n'a aucune prétention à être une avant-garde éclairée, cette vision de la politique étant contraire à nos principes. Notre organisation ne prétend pas se mettre à la tête des luttes sociales, ses militants se battent pour l'autodétermination, l'autoorganisation des luttes par ceux qui les mènent, ils luttent aussi contre toute les formes de récupération politiciennes. La F.A. est un ensemble de militants se regroupant pour développer des activités spécifiquement anarchistes, de la manière la plus efficace et la plus constructive possible. La participation aux luttes sociales est nécessaire car sans elles il n'y aura pas d'émancipation possible.

Les buts de la F.A

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique et sociale ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité toute entière.

Nous voulons construire une société libre sans classes ni états, sans patries ni frontières, dont les buts sont les suivants :

L'émancipation des individus, leur libération en tant qu'êtres autonomes, libres de leurs choix, lucides, critiques et responsables ;

L'égalité sociale, économique et politique de tous les individus (quelque soit l'âge, le sexe, la couleur,...) dont les conséquences sont la fin des classes sociales, des divisions entre les « normaux » et les « déviants » ;

La liberté de création, seule garantie réelle contre l'uniformisation, telle qu'on peut l'observer dans la Chine maoïste ou dans nos sociétés de consommation de masse infantilisante ;

La justice, qui découle de l'égalité et de la liberté, ces trois principes étant incompatibles avec l'existence d'institutions répressives tant judiciaires que policières ou militaires ; une organisation sociale plus juste doit supprimer la plus grande partie de la délinquance, les crimes restant devant être traités par la prévention et la conciliation ;

L'éducation libertaire et permanente, permettant cet épanouissement le plus complet possible de l'individu et non son adaptation soumise au système productiviste d'aujourd'hui ; la condition en est l'égalité, dès la naissance, des moyens de développement, c'est à dire d'éducation et d'instruction, dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts ;

L'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (fédéralisme libertaire, gestion directe) ; la démocratie directe, non pas électorale et parlementaire mais communale et fédéraliste : pas de mandats en blanc, la coordination des affaires sociales par des délégués élus pour des mandats précis et révocables à tout moment ;

Une économie tournée vers la satisfaction des besoins et non vers le profit, c'est la consommation qui doit orienter la production et non l'inverse ;

La possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution en excluant toute possibilité pour certains de vivre en exploitant le travail des autres ;

L'abolition du salariat, de toutes les institutions étatiques ou autres qui permettent et maintiennent l'exploitation de l'homme par l'homme ; le salariat est le processus par lequel les détenteurs des moyens de production et de consommation indemnisent ceux qui n'ont que leur force de travail à louer, l'abolir c'est casser ce rapport exploiteurs/exploités ;

Le partage égalitaire des tâches d'intérêt général, l'absence des divisions entre manuels et intellectuels ou entre éboueurs et « jeunes cadres dynamiques » ;

L'écologie non seulement pour préserver notre environnement, mais aussi pour promouvoir un développement de l'humanité basé sur la qualité de la vie ;

La libre union des individus ou des populations selon leur convenances ou leurs affinités ;

La liberté d'expression, c'est à dire le droit absolu pour tout individu d'exprimer ses opinions, par oral, par écrit ou à travers tout autre média.

La libre circulation des individus, l'abolition des frontières, avec l'instauration d'une nouvelle citoyenneté : le fait de s'installer, de vivre dans une commune donnant droit à l'entière participation aux prises de décisions concernant l'ensemble de la vie politique, sociale, économique et culturelle.

Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social basé sur l'entraide, la solidarité, fondé sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Jérôme. – groupe Albert-Camus (Toulouse)

Pour en savoir un peu plus, deux ouvrages en vente à la librairie de la FA :
Brochure : « L'anarchisme aujourd'hui », 20 F
Livre : « L'anarchisme : images et réalités », 60 F